

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/Q/MDA/1  
IP/Q2/MDA/1  
IP/Q3/MDA/1  
IP/Q4/MDA/1  
17 mai 2004  
(04-2155)

**Conseil des aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

## EXAMEN DE LA LÉGISLATION

### MOLDOVA<sup>1</sup>

Le présent document contient la déclaration liminaire qui a été lue au nom de la délégation de la Moldova, ainsi que les questions qui lui ont été posées et les réponses qu'elle a données dans le cadre de l'examen de la législation entrepris par le Conseil à la réunion tenue du 5 au 7 mars 2002.<sup>2</sup>

#### I. DÉCLARATION LIMINAIRE

La République de Moldova a pris d'importantes mesures en faveur de la protection des droits de propriété intellectuelle. La conformité de sa législation nationale dans ce domaine avec les prescriptions de l'OMC a été assurée pendant le processus d'accession. Lors de l'accession de la République de Moldova à l'OMC toute la législation concernant les droits de propriété intellectuelle a été examinée avec attention et passée en revue par les Membres de l'OMC. Une législation compatible avec l'Accord sur les ADPIC était une des conditions requises pour l'accession à l'OMC. Les lois et règlements nationaux dans ce domaine ont tous été modifiés de façon à respecter les dispositions de l'Accord de l'OMC sur les ADPIC. L'application des lois nationales relatives à la protection de la propriété intellectuelle a toujours constitué une priorité du gouvernement de la République de Moldova.

La stratégie générale du pays consiste à rendre la protection de la propriété intellectuelle en République de Moldova compatible avec les normes internationales. Actuellement, la République de Moldova est membre de 24 traités internationaux dans le domaine des DPI.

#### A. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

La Loi du 23 novembre 1994 relative au droit d'auteur et droits connexes protège les œuvres de l'esprit créées dans les domaines littéraire, artistique et scientifique. En ce qui concerne le droit d'auteur et les droits connexes, la Moldova applique le principe du traitement national pour la protection des œuvres. Cette loi respecte parfaitement les prescriptions de l'Accord sur les ADPIC. Un nouveau projet de loi portant modification de la loi ci-dessus est en cours d'élaboration, qui

---

<sup>1</sup> S'agissant des lois et règlements notifiés par la Moldova au titre de l'article 63:2 de l'Accord, il convient de se reporter aux documents IP/N/1/MDA/1; IP/N/1/MDA/C/1; IP/N/1/MDA/D/1; IP/N/1/MDA/E/1 à 5; IP/N/1/MDA/I/1, 2 et Add.1; IP/1/MDA/L/1; IP/1/MDA/P/1 à 3; IP/1/MDA/U/1.

<sup>2</sup> Le compte rendu de la réunion a été distribué sous la cote IP/C/M/35.

reprendra également les dispositions du Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur ainsi que le Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes, ratifié en 1998 par la République de Moldova. Cette loi sera notifiée au Secrétariat de l'OMC dès qu'elle aura été adoptée.

L'institution responsable en matière de droit d'auteur est l'Agence d'État pour le droit d'auteur. Deux sociétés de gestion de droit d'auteur ont été créées, à savoir la Société pour la protection du droit d'auteur et des droits connexes (2000) et la Société pour la protection des titulaires des droits d'auteur et des droits connexes (1999).

#### B. PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

L'institution gouvernementale chargée de la protection juridique de la propriété industrielle en République de Moldova est l'Agence d'État pour la protection de la propriété industrielle (AGEPI).

#### C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE ET INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

La protection juridique des marques de fabrique ou de commerce et des indications géographiques est assurée sur la base de la Loi du 22 septembre 1995 sur les marques de fabrique ou de commerce et les appellations d'origine. Cette loi satisfait pleinement aux prescriptions de l'Accord sur les ADPIC. La Moldova protège les marques notoirement connues. Le titulaire d'une marque de fabrique ou de commerce peut céder la marque de fabrique ou de commerce enregistrée à une personne physique ou morale pour ce qui est de la totalité ou une partie des biens ou services.

La même loi régit la protection juridique des indications géographiques. La définition des indications géographiques incorpore les dispositions de l'article 22:1 de l'Accord sur les ADPIC et est conforme à ces dispositions. L'enregistrement confère aux indications géographiques une protection juridique. La protection supplémentaire des indications géographiques pour les vins est prévue dans les articles 15 et 16 de la Loi du 2 juin 1994 relative aux vins et à la vigne.

La Moldova est membre de l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques, 1991; du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques (1989), et de l'Arrangement de Lisbonne concernant la protection des appellations d'origine et leur enregistrement international, 2000.

#### D. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

Les dessins et modèles industriels sont protégés en République de Moldova par la Loi du 15 octobre 1996 sur la protection des dessins et modèles industriels. Cette loi satisfait aux prescriptions de l'Accord sur les ADPIC.

La Loi sur la protection des dessins et modèles industriels prévoit une protection juridique pour la création indépendante d'un dessin ou modèle industriel ayant une fonction utilitaire et répondant au critère de la nouveauté ou de l'originalité. Les dessins et modèles de textiles sont protégés de la même manière que les dessins et modèles industriels. L'objet protégé peut se présenter en deux ou trois dimensions, ou en une combinaison des deux éléments. La loi définit le critère de nouveauté, la fonction utilitaire et fixe les droits et obligations des titulaires de dessins ou modèles industriels ainsi que les procédures d'enregistrement. La protection reste valable cinq ans à compter de la date de dépôt de la demande et peut être renouvelée quatre fois pour des périodes consécutives de cinq ans.

#### E. BREVETS

Les brevets sont protégés en République de Moldova sur la base de la Loi du 18 mai 1995 sur les brevets d'invention. La législation est conforme aux prescriptions de l'Accord sur les ADPIC. Selon la loi mentionnée ci-dessus, une invention, quel que soit le domaine technologique, est brevetable si elle est nouvelle, qu'elle implique une activité inventive et qu'elle est susceptible d'application industrielle. Une invention peut porter sur un produit ou un procédé, y compris les micro-organismes, ou l'utilisation d'un produit ou procédé connu à des fins nouvelles. Des exceptions sont faites en matière de protection dans les domaines suivants: théories scientifiques et méthodes mathématiques, signes conventionnels, calendriers et règles; méthodes permettant d'accomplir des actes liés au mental; méthodes d'organisation pour des activités commerciales; projets et plans pour des bâtiments et des constructions et pour la planification du territoire, projets de nature esthétique, topographies de circuits intégrés; variétés végétales, autres que les micro-organismes. Aucun brevet n'est délivré pour les inventions contraires à l'ordre public, aux principes humanitaires ou à la moralité.

L'article 20/1 de la loi comprend des dispositions concernant une protection additionnelle pour les produits pharmaceutiques. Des licences obligatoires peuvent être délivrées par un arrêté du tribunal dans des conditions qui sont compatibles avec l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC.

Le titulaire d'un brevet peut librement céder ou transférer ses droits ou accorder des licences, sans aucune restriction, mais pour être valable un contrat de licence doit être enregistré par l'AGEPI. La législation de la République de Moldova reconnaît le droit de priorité sur la base d'une demande de brevet antérieure déposée dans un délai de 12 mois dans tout État membre de la Convention de Paris ou Membre de l'OMC.

#### F. TOPOGRAPHIES DE CIRCUITS INTÉGRÉS

Les topographies de circuits intégrés sont protégées par la Loi du 29 octobre 1999 sur la protection des topographies de circuits intégrés. La Loi assure la pleine conformité avec les prescriptions de l'Accord sur les ADPIC de l'OMC. La protection est accordée aux topographies qui sont originales, en ce sens qu'elles sont le fruit de l'effort intellectuel de leur créateur et que, au moment de leur création, elles ne sont pas courantes pour les créateurs de topographies et les fabricants de circuits intégrés. Une topographie qui est enregistrée est protégée sur le territoire de la République de Moldova pendant une période de dix ans.

#### G. PROTECTION DES VARIÉTÉS VÉGÉTALES

La protection des variétés végétales est assurée par la Loi du 28 novembre 1996 sur la protection des variétés végétales. Cette protection repose sur la délivrance de certificats par la Commission d'État de la République de Moldova pour les essais des variétés végétales et un brevet est délivré par l'Office d'État pour la protection de la propriété industrielle. La durée de la protection est de 25 ans pour les arbres, arbres fruitiers et vignes et de 20 ans pour les variétés et autres espèces végétales, avec une possibilité de prorogation de dix ans. La Moldova est membre de l'UPOV.

#### H. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

La protection des renseignements non divulgués est assurée sur la base de la Loi du 6 juin 1994 sur les secrets commerciaux. L'article 12 1) de la Loi sur les secrets commerciaux, comme modifié par la Loi du 23 juin 2000, est conforme à l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC.

## I. QUESTIONS LIÉES AUX MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS

Le chapitre XII du Code douanier prévoit un certain nombre de mesures destinées à assurer la protection des droits de propriété intellectuelle aux frontières. Le Bureau national SECI/RILO a été établi au sein du Département des douanes afin d'élargir la protection des droits de propriété intellectuelle et de satisfaire aux dispositions pertinentes de l'Accord sur les ADPIC.

La République de Moldova fait tout son possible pour faire respecter les droits des titulaires de droits de propriété intellectuelle. Toutes les lois en vigueur relatives à la protection des objets de propriété intellectuelle comportent des articles qui indiquent les sanctions en cas d'atteinte aux droits des titulaires de droits de propriété intellectuelle. Des poursuites ont été engagées contre les contrevenants en application des Codes pénal, civil et administratif.

En outre, le Parlement de la République de Moldova examine actuellement des modifications du Code pénal qui prévoient des sanctions sensiblement plus lourdes en cas d'atteinte à des droits de propriété intellectuelle. Le nouveau projet de Code civil de la République de Moldova a été examiné par le Parlement en deuxième lecture et le nouveau projet de Code pénal l'a été en première lecture. Le projet de loi portant modification de la Loi sur le droit d'auteur et les droits connexes, du 23 novembre 1994, qui est parfaitement harmonisé avec les dispositions de l'Accord sur les ADPIC et des Traités Internet de l'OMPI, est en cours d'élaboration en collaboration avec l'Office national sur le droit d'auteur. Ces lois seront notifiées au Secrétariat de l'OMC dès qu'elles auront été adoptées.

Le système de protection juridique des droits des titulaires de droits de propriété intellectuelle est actuellement renforcé dans notre pays. La pratique judiciaire montre que les mécanismes d'examen des litiges relatifs aux brevets et des appels déposés par les requérants, les titulaires de brevets et les tierces parties sont en voie d'être mis en place et la législation en vigueur satisfait souvent aux demandes de titulaires de titres de protection dans les cas de désaccords et lorsqu'il s'agit de garanties. À l'heure actuelle, la République de Moldova dispose, selon nous, d'une législation complète et efficace, qui prévoit les règles et procédures nécessaires pour assurer une protection appropriée des droits de propriété intellectuelle.

## J. CONVENTIONS, ACCORDS ET TRAITÉS EN MATIÈRE DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

La République de Moldova est signataire des conventions, accords et traités internationaux suivants dans le domaine de la protection de la propriété:

- Convention instituant l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), 1991;
- Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, 1991;
- Traité de coopération en matière de brevets (PCT), 1991;
- Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques, 1991;
- Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques (1989), 1997;
- Arrangement de La Haye concernant le dépôt international des dessins et modèles industriels, 1994;
- Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets, 1991;
- Traité de Nairobi concernant la protection du symbole olympique, 1991;
- Traité sur le droit des marques (TLT), 1996;
- Convention sur le brevet eurasien, 1996;
- Convention internationale pour la protection des obtentions végétales, 1998;

- Arrangement de Strasbourg concernant la classification internationale des brevets, 1998;
- Arrangement de Locarno instituant une classification internationale pour les dessins et modèles industriels, 1997;
- Arrangement de Vienne instituant une classification internationale des éléments figuratifs des marques, 1997;
- Arrangement de Nice concernant la classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques, 1997;
- Arrangement de Madrid concernant la répression des indications de provenance fausses ou fallacieuses sur les produits, 2001;
- Arrangement de Lisbonne concernant la protection des appellations d'origine et leur enregistrement international, 2000;
- Traité sur le droit des brevets, 2001;
- Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, 1995;
- Convention de Rome pour la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, 1995;
- Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur (WCT);
- Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes, 1998;
- Convention de Genève pour la protection des producteurs de phonogrammes contre la reproduction non autorisée de leurs phonogrammes, 2000.

## II. RÉPONSES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE CANADA

### 1. Prière d'indiquer comment les obligations relatives aux moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle (articles 41 à 61 de l'Accord sur les ADPIC) ont été exécutées.

| Conformité de la législation de la République de Moldova sur la protection de la propriété intellectuelle avec les prescriptions de l'Accord sur les ADPIC (articles 41 à 61)  |  |
|--|--|
| Articles de l'Accord sur les ADPIC   | Articles de la législation nationale en la matière   |
| <p><b>Article 41, paragraphe 1</b></p> <p>Les Membres feront en sorte que leur législation comporte des procédures destinées à faire respecter les droits de propriété intellectuelle telles que celles qui sont énoncées dans la présente partie, de manière à permettre une action efficace contre tout acte qui porterait atteinte aux droits de propriété intellectuelle couverts par le présent accord, y compris des mesures correctives rapides destinées à prévenir toute atteinte et des mesures correctives qui constituent un moyen de dissuasion contre toute atteinte ultérieure. Ces procédures seront appliquées de manière à éviter la création d'obstacles au commerce légitime et à offrir des sauvegardes contre leur usage abusif.</p> | <p>Les détenteurs de titres de protection de droits de propriété intellectuelle délivrés en République de Moldova jouiront d'une protection efficace contre tout acte qui porterait atteinte à leurs droits. L'État garantira des mesures correctives rapides destinées à prévenir toute atteinte et des mesures correctives qui constituent un moyen de dissuasion contre toute atteinte ultérieure. Ces procédures seront appliquées de manière à éviter la création d'obstacles au commerce légitime et à offrir des sauvegardes contre leur usage abusif.</p> <p><i>(La disposition ci-dessus reflète l'intitulé proposé dans le nouveau Code civil de la République de Moldova)</i></p> |
| <p><b>Article 41, paragraphe 3</b></p> <p>"Les décisions au fond seront, de préférence, écrites et motivées. Elles seront mises à la disposition au moins des parties à la procédure sans retard indu. Les décisions au fond s'appuieront exclusivement sur des éléments de preuve sur lesquels les parties ont eu la possibilité de se faire entendre."</p>   | <p>L'autorité judiciaire adoptera une décision uniquement sur la base des éléments de preuve examinés lors de la délibération.</p> <p><i>(La disposition ci-dessus est reprise de l'article 191 du Code de procédure civile de la République de Moldova)</i></p>   |

| <b>Conformité de la législation de la République de Moldova sur la protection de la propriété intellectuelle avec les prescriptions de l'Accord sur les ADPIC (articles 41 à 61)</b>   |  |
|--|--|
| <b>Articles de l'Accord sur les ADPIC</b>  | <b>Articles de la législation nationale en la matière</b>  |
| <p><b>Article 41, paragraphe 4</b></p> <p>"Les parties à une procédure auront la possibilité de demander la révision par une autorité judiciaire des décisions administratives finales et, sous réserve des dispositions attributives de compétence prévues par la législation d'un Membre concernant l'importance d'une affaire, au moins des aspects juridiques des décisions judiciaires initiales sur le fond. Toutefois, il n'y aura pas obligation de prévoir la possibilité de demander la révision d'acquittements dans des affaires pénales."</p>   | <p>Toute personne physique ou morale, qui a des raisons de penser qu'il a été porté atteinte à ses droits de propriété intellectuelle par une décision administrative ou par le refus injustifié d'une autorité administrative ou d'une personne ayant autorité dans le secteur public d'examiner sa demande concernant ses droits légalement reconnus, est habilitée à faire appel auprès de l'instance judiciaire compétente pour faire invalider ladite décision ou pour être restaurée dans son droit.</p> <p><i>Cette disposition est reprise de l'article 235 du Code de procédure civile de la République de Moldova.</i></p>   |
| <p><b>Article 42</b></p> <p>"Les Membres donneront aux détenteurs de droits (voir note de bas de page 11) accès aux procédures judiciaires civiles destinées à faire respecter les droits de propriété intellectuelle couverts par le présent accord. Les défendeurs devront être informés en temps opportun par un avis écrit suffisamment précis indiquant, entre autres choses, les fondements des allégations. Les parties seront autorisées à se faire représenter par un conseil juridique indépendant et les procédures n'imposeront pas de prescriptions excessives en matière de comparution personnelle obligatoire. Toutes les parties à de telles procédures seront dûment habilitées à justifier leurs allégations et à présenter tous les éléments de preuve pertinents. La procédure comportera un moyen d'identifier et de protéger les renseignements confidentiels, à moins que cela ne soit contraire aux prescriptions constitutionnelles existantes."</p> | <p><b>Article 143</b></p> <p>"Afin de garantir un jugement équitable de l'affaire, le juge devra, dès réception de l'acte introductif d'instance, préparer l'affaire en vue des audiences. Dans un délai de cinq jours à compter de la réception de l'acte introductif d'instance, le juge doit, sans en notifier les parties à la procédure, présenter personnellement une conclusion quant à la préparation des audiences. Le juge doit s'acquitter des tâches suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) il décide de la date de présentation et avertit les parties par écrit suffisamment tôt pour que le défendeur puisse disposer, à compter de la date de réception de l'avis écrit, de 30 jours pour présenter la documentation nécessaire; dans le cas d'une affaire urgente, ce délai doit être de cinq jours au minimum. Si le défendeur est domicilié à l'étranger, le juge sera habilité à déterminer un délai plus long;</li> <li>2) lorsque le demandeur est présent au moment où le juge décide du délai, celui-ci l'en informera et lui indiquera les éléments devant encore être complétés avant la date de présentation de l'affaire au tribunal;</li> <li>3) il ordonne que soient communiquées au défendeur, en même temps que l'avis écrit, des copies du dossier de l'affaire, en lui indiquant qu'il doit communiquer la documentation nécessaire cinq jours au moins avant la date choisie pour la présentation devant le tribunal;</li> <li>4) il décide s'il est nécessaire de faire intervenir dans la procédure une autorité publique pertinente;</li> <li>5) lorsqu'il détermine que d'autres personnes physiques ou morales ont des intérêts quant à l'issue de l'affaire, il leur notifie la teneur de l'affaire portée devant le tribunal et la date des audiences;</li> </ol> |

| Conformité de la législation de la République de Moldova sur la protection de la propriété intellectuelle avec les prescriptions de l'Accord sur les ADPIC (articles 41 à 61)   |   |
|---|---|
| Articles de l'Accord sur les ADPIC  | Articles de la législation nationale en la matière  |
|   | <p>6) il décide s'il faut convoquer les témoins aux audiences ou s'il faut les entendre conformément aux prescriptions prévues à l'article 65, paragraphe 5 du présent Code;</p> <p>7) à la suggestion des parties, il demandera à des personnes physiques ou morales de présenter la documentation et les éléments de preuve pertinents, ou délivrera aux parties un certificat attestant qu'elles ont autorité pour aller chercher cette documentation ou ces éléments de preuve afin de les présenter au tribunal;</p> <p>8) il décide, en tenant compte des considérations des parties, si les évaluations d'un expert sont nécessaires;</p> <p>9) dans les affaires urgentes, il effectuera une enquête sur le lieu des événements et en notifiera les parties à l'affaire;</p> <p>10) il peut déléguer sa compétence à une autre juridiction."</p>  |
| <p><b>Article 43</b></p> <p>"Les autorités judiciaires seront habilitées, dans les cas où une partie aura présenté des éléments de preuve raisonnablement accessibles suffisants pour étayer ses allégations et précisé les éléments de preuve à l'appui de ses allégations qui se trouvent sous le contrôle de la partie adverse, à ordonner que ces éléments de preuve soient produits par la partie adverse, sous réserve, dans les cas appropriés, qu'il existe des conditions qui garantissent la protection des renseignements confidentiels.</p> <p>Dans les cas où une partie à une procédure refusera volontairement et sans raison valable l'accès à des renseignements nécessaires ou ne fournira pas de tels renseignements dans un délai raisonnable, ou encore entravera notablement une procédure concernant une action engagée pour assurer le respect d'un droit, un Membre pourra habiliter les autorités judiciaires à établir des déterminations préliminaires et finales, positives ou négatives, sur la base des renseignements qui leur auront été présentés, y compris la plainte ou l'allégation présentée par la partie lésée par le déni d'accès aux renseignements, à condition de ménager aux parties la possibilité de se faire entendre au sujet des allégations ou des éléments de preuve."</p> | <p><b>Article 157</b></p> <p>"Les éléments de preuve qui n'ont pas été présentés conformément aux conditions prévues aux articles 128, 143<sup>1</sup> et 143<sup>2</sup> du présent Code ne pourront pas être invoqués au cours de la procédure d'examen de l'affaire, sauf dans les cas où:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) il est apparu au cours des audiences seulement que ces éléments de preuve étaient nécessaires et la partie concernée n'a pas été en mesure de le prévoir;</li> <li>2) l'administration des éléments de preuve n'implique pas un report de l'examen;</li> <li>3) les éléments de preuve n'ont pas été présentés conformément aux conditions prévues par lesdits articles soit en raison d'un manque de connaissance de la part des parties, soit en raison d'un manque de préparation.</li> </ol> <p>Lorsque de nouveaux éléments de preuve sont admis à être examinés, l'autre partie est autorisée à présenter, au cours de la même session, des éléments de preuve contraires, ou à demander que l'examen soit reporté de manière à ce qu'elle puisse les présenter.</p> <p>Une partie qui est sous le coup d'une sanction de retrait de droit est obligée de présenter les éléments de preuve dans le délai fixé par le tribunal."</p> |

| <b>Conformité de la législation de la République de Moldova sur la protection de la propriété intellectuelle avec les prescriptions de l'Accord sur les ADPIC (articles 41 à 61)</b>  |  |
|---|--|
| <b>Articles de l'Accord sur les ADPIC</b>   | <b>Articles de la législation nationale en la matière</b>  |
| <p><b>Article 44, paragraphe 1</b></p> <p>"Les autorités judiciaires seront habilitées à ordonner à une partie de cesser de porter atteinte à un droit, entre autres choses afin d'empêcher l'introduction dans les circuits commerciaux relevant de leur compétence de marchandises importées qui impliquent une atteinte au droit de propriété intellectuelle, immédiatement après le dédouanement de ces marchandises. Les Membres n'ont pas l'obligation de les habiliter à agir ainsi en ce qui concerne un objet protégé acquis ou commandé par une personne avant de savoir ou d'avoir des motifs raisonnables de savoir que le négoce dudit objet entraînerait une atteinte à un droit de propriété intellectuelle."</p>  | <p><b>Article 135</b></p> <p>"Le tribunal ou le juge peut, à la demande des parties à la procédure, prendre des mesures afin d'assurer le bon déroulement de la procédure. Ces mesures d'exécution sont autorisées pendant toute la durée de la procédure s'il s'avère qu'en leur absence, l'exécution de la décision du tribunal s'en trouverait compliquée ou empêchée."</p>   |
| <p><b>Article 44, paragraphe 2</b></p> <p>"Nonobstant les autres dispositions de la présente partie et à condition que soient respectées les dispositions de la Partie II visant expressément l'utilisation d'un droit par les pouvoirs publics, ou par des tiers autorisés par des pouvoirs publics, sans l'autorisation du détenteur de ce droit, les Membres pourront limiter au versement d'une rémunération conformément à l'alinéa h) de l'article 31 les mesures correctives possibles contre une telle utilisation. Dans les autres cas, les mesures correctives prévues par la présente partie seront d'application ou, dans les cas où ces mesures correctives seront incompatibles avec la législation d'un Membre, des jugements déclaratifs et une compensation adéquate pourront être obtenus."</p> | <p><b>Article 136</b></p> <p>"Afin d'assurer le bon déroulement de la procédure, le tribunal peut:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) ordonner une saisie à l'encontre du patrimoine du défendeur;</li> <li>2) interdire au défendeur d'effectuer certains actes;</li> <li>3) interdire à certaines personnes de transmettre au défendeur certains biens ou de remplir d'autres obligations en sa faveur;</li> <li>4) suspendre la vente du patrimoine ayant été saisi si une demande d'annulation de la saisie a été déposée;</li> <li>5) suspendre une procédure sur la base d'un titre exécutoire contesté par le débiteur au moyen d'une action en justice.</li> </ol> <p>Le tribunal peut ordonner plus d'une mesure d'exécution à condition de ne pas dépasser la valeur visée par la procédure en cours.</p> <p>Outre ces mesures, le demandeur peut demander que tout contrevenant aux interdictions prévues aux paragraphes précédents répare les dommages résultant de la non-exécution de la décision du tribunal concernant les mesures d'exécution de la procédure."</p> |



| <b>Conformité de la législation de la République de Moldova sur la protection de la propriété intellectuelle avec les prescriptions de l'Accord sur les ADPIC (articles 41 à 61)</b>   |  |
|--|--|
| <b>Articles de l'Accord sur les ADPIC</b>  | <b>Articles de la législation nationale en la matière</b>  |
| <p><b>Article 45</b></p> <p>"Les autorités judiciaires seront habilitées à ordonner au contrevenant de verser au détenteur du droit des dommages-intérêts adéquats en réparation du dommage que celui-ci a subi du fait de l'atteinte portée à son droit de propriété intellectuelle par le contrevenant, qui s'est livré à une activité portant une telle atteinte en le sachant ou en ayant des motifs raisonnables de le savoir.</p> <p>Les autorités judiciaires seront également habilitées à ordonner au contrevenant de payer au détenteur du droit les frais, qui pourront comprendre les honoraires d'avocat appropriés. Dans les cas appropriés, les Membres pourront autoriser les autorités judiciaires à ordonner le recouvrement des bénéfices et/ou le paiement des dommages-intérêts préétablis même si le contrevenant s'est livré à une activité portant atteinte à un droit de propriété intellectuelle sans le savoir ou sans avoir de motifs raisonnables de le savoir."</p>  | <p>"Sur demande du détenteur d'un droit, il doit être mis fin à toute violation de son droit. Toute personne dont la culpabilité est dûment établie a l'obligation de verser au détenteur du droit des dommages-intérêts adéquats pour réparer le dommage qu'il lui a été causé en raison de ladite violation; les dommages-intérêts comprennent le recouvrement des bénéfices et le paiement des dépenses encourues par le détenteur du droit, qui peuvent inclure les honoraires d'avocat appropriés."</p> <p><i>(La disposition ci-dessus est reprise à l'article 25 2) de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce et les appellations d'origine, à l'article 34 3) de la Loi sur les dessins et modèles industriels, à l'article 35 2) de la Loi sur les brevets d'invention, à l'article 9 2) sur les topographies de circuits intégrés de la République de Moldova, et à l'article 35, paragraphes 1) à 3) de la Loi sur la protection des variétés végétales.)</i></p>  |
| <p><b>Article 46</b></p> <p>"Afin de créer un moyen de dissuasion efficace contre les atteintes aux droits, les autorités judiciaires seront habilitées à ordonner que les marchandises dont elles auront constaté qu'elles portent atteinte à un droit soient, sans dédommagement d'aucune sorte, écartées des circuits commerciaux de manière à éviter de causer un préjudice au détenteur du droit ou, à moins que cela ne soit contraire aux prescriptions constitutionnelles existantes, détruites. Elles seront aussi habilitées à ordonner que des matériaux et instruments ayant principalement servi à la création ou à la fabrication des marchandises en cause soient, sans dédommagement d'aucune sorte, écartés des circuits commerciaux de manière à réduire au minimum les risques de nouvelles atteintes. Lors de l'examen de telles demandes, il sera tenu compte du fait qu'il doit y avoir proportionnalité de la gravité de l'atteinte et des mesures correctives ordonnées, ainsi que des intérêts des tiers.</p> <p>Pour ce qui concerne les marchandises de marque contrefaites, le simple fait de retirer la marque de fabrique ou de commerce apposée de manière illicite ne sera pas suffisant, si ce n'est dans des circonstances exceptionnelles, pour permettre l'introduction des marchandises dans les circuits commerciaux."</p> | <p>"Les marchandises dont il est déterminé qu'elles portent atteinte au droit du propriétaire devront être retirées des circuits commerciaux, sans compensation, d'une manière qui ne cause aucun dommage au détenteur du droit, ou être détruites.</p> <p>La partie lésée peut demander que le matériel et les équipements énumérés au paragraphe 4, qui ont servi la fabrication de marchandises portant atteinte à un droit, soient retirés des circuits commerciaux, sans compensation, d'une manière qui réduise le risque de nouvelles violations.</p> <p>Dans leur considération de ces demandes, les autorités judiciaires doivent tenir compte de la proportionnalité entre la gravité de la violation et des mesures correctives ordonnées, ainsi que des intérêts des tierces parties."</p> <p>Concernant les marchandises de marque contrefaites, la simple suppression de la marque de fabrique ou de commerce apposée irrégulièrement ne suffira pas, sauf dans des cas exceptionnels, à permettre la mise en circulation sur le marché desdites marchandises.</p> <p><i>(Les dispositions ci-dessus sont reprises à l'article 25, paragraphes 4) à 6) de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce et les appellations d'origine, à l'article 34, paragraphes 4) et 5) de la Loi sur les dessins et modèles industriels, à l'article 35, paragraphes 3) et 4) de la Loi sur les brevets</i></p> |

| <b>Conformité de la législation de la République de Moldova sur la protection de la propriété intellectuelle avec les prescriptions de l'Accord sur les ADPIC (articles 41 à 61)</b> |   |
|--|---|
| <b>Articles de l'Accord sur les ADPIC</b>  | <b>Articles de la législation nationale en la matière</b>   |
|  | <i>d'invention et à l'article 9, paragraphe 3) de la Loi sur les topographies de circuits intégrés de la République de Moldova)</i> |

| <b>Harmonisation du Code de procédure civile de la République de Moldova avec l'Accord sur les ADPIC</b>   |  |
|--|--|
| <b>Articles de l'Accord sur les ADPIC</b>  | <b>Articles du Code de procédure civile</b>  |
| <b>Article 47</b><br><br>Les Membres pourront disposer que les autorités judiciaires seront habilitées à ordonner au contrevenant, à moins qu'une telle mesure ne soit disproportionnée à la gravité de l'atteinte, d'informer le détenteur du droit de l'identité des tiers participant à la production et à la distribution des marchandises ou services en cause, ainsi que de leurs circuits de distribution.  | <p>"Le contrevenant doit communiquer au détenteur du droit l'identité des tierces personnes impliquées dans la production et la distribution des marchandises ou services portant atteinte à ce droit et lui indiquer leurs circuits de distribution."</p> <p><i>La disposition ci-dessus reflète l'intitulé proposé dans le nouveau Code civil de la République de Moldova.</i></p>   |
| <b>Article 48</b><br><br>"Les autorités judiciaires seront habilitées à ordonner à une partie à la demande de laquelle des mesures ont été prises et qui a utilisé abusivement des procédures destinées à faire respecter les droits de propriété intellectuelle d'accorder, à une partie injustement requise de faire ou de ne pas faire, un dédommagement adéquat en réparation du dommage subi du fait d'un tel usage abusif. Les autorités judiciaires seront aussi habilitées à ordonner au requérant de payer les frais du défendeur, qui pourront comprendre les honoraires d'avocat appropriés." | <p><b>Article 94</b></p> <p>"Le tribunal exigera de la partie dont les allégations ont été rejetées, même si elle a été exemptée de payer les dépenses liées à l'examen de l'affaire, qui seront prises en charge par des fonds publics, qu'elle paie pour toutes les dépenses encourues par la partie adverse dans le cadre de l'examen de l'affaire. Si la plainte a été partiellement admise, le plaignant assumera des dépenses proportionnelles aux allégations reconnues par le tribunal et le défendeur aura à sa charge des dépenses proportionnelles aux allégations du plaignant qui ont été rejetées par le tribunal. Si l'instance judiciaire supérieure, sans soumettre l'affaire à un examen, modifie la décision antérieure ou prend une nouvelle décision, elle modifiera en conséquence la répartition des dépenses qui incomberont aux parties. L'autorité judiciaire ordonnera à la partie dont les allégations ont été rejetées de payer à la partie adverse les dépenses couvrant les honoraires d'avocat appropriés, tels que stipulés par le contrat signé avec l'avocat."</p> <p><b>Article 95</b></p> <p>"Le tribunal obligera la partie dont les allégations ont été rejetées à payer à la partie adverse les dépenses, y compris les honoraires d'avocat appropriés."</p> |

| <b>Harmonisation du Code de procédure civile de la République de Moldova<br/>avec l'Accord sur les ADPIC</b>   |   |
|--|---|
| <b>Articles de l'Accord sur les ADPIC</b>  | <b>Articles du Code de procédure civile</b>   |
| <p><b>Article 48, paragraphe 2</b></p> <p>Pour ce qui est de l'administration de toute loi touchant à la protection ou au respect des droits de propriété intellectuelle, les Membres ne dégageront aussi bien les autorités que les agents publics de leur responsabilité qui les expose à des mesures correctives appropriées que dans les cas où ils auront agi ou eu l'intention d'agir de bonne foi dans le cadre de l'administration de ladite loi.</p>  | <p>Les mesures prises par les autorités et les agents publics concernant l'administration de toute loi touchant à la protection des droits de propriété intellectuelle ou aux moyens de faire respecter ces droits ne constitueront pas une atteinte aux droits de propriété intellectuelle dans la mesure où les autorités ou agents publics les ont prises ou eu l'intention de les prendre de bonne foi dans le cadre de l'administration de ladite loi.</p> <p><i>(La disposition ci-dessus reflète l'intitulé proposé dans le nouveau Code civil de la République de Moldova)</i></p>  |
| <p><b>Article 49</b></p> <p>"Dans la mesure où une mesure corrective civile peut être ordonnée à la suite de procédures administratives concernant le fond de l'affaire, ces procédures seront conformes à des principes équivalant en substance à ceux qui sont énoncés dans la présente section."</p>  | <p><b>Article 31, paragraphe 2</b></p> <p>"Les parties aux affaires portant sur les relations avec l'administration ou aux affaires assujetties à la procédure spéciale jouiront des mêmes droits et obligations que les parties, sauf pour les exceptions prévues par la législation."</p>   |
| <p><b>Article 50, paragraphe 1</b></p> <p>"Les autorités judiciaires seront habilitées à ordonner l'adoption de mesures provisoires rapides et efficaces:</p> <p>a) pour empêcher qu'un acte portant atteinte à un droit de propriété intellectuelle ne soit commis et, en particulier, pour empêcher l'introduction, dans les circuits commerciaux relevant de leur compétence, de marchandises, y compris des marchandises importées immédiatement après leur dédouanement;</p> <p>b) pour sauvegarder les éléments de preuve pertinents relatifs à cette atteinte alléguée."</p> <p><b>Article 50, paragraphe 2</b></p> <p>"Les autorités judiciaires seront habilitées à adopter des mesures provisoires sans que l'autre partie soit entendue dans les cas où cela sera approprié, en particulier lorsque tout retard est de nature à causer un préjudice irréparable au détenteur du droit ou lorsqu'il existe un risque démontrable de destruction des éléments de preuve."</p> <p><b>Article 50, paragraphe 3</b></p> <p>"Les autorités judiciaires seront habilitées à exiger du requérant qu'il fournisse tout élément de preuve raisonnablement accessible afin d'acquiescer avec une certitude suffisante la conviction qu'il est le détenteur du droit et qu'il est porté atteinte à son droit ou que</p> | <p><b>Article 138</b></p> <p>"L'autorité judiciaire s'occupant de l'affaire prend une décision quant à la demande d'adoption de mesures provisoires le jour même où elle est présentée, sans que le défendeur et les autres parties à la procédure en soient notifiés."</p> <p><b>Article 135</b></p> <p>"Le tribunal peut, sur demande des parties à la procédure, prendre des mesures afin d'assurer le bon déroulement de la procédure. Ces mesures d'exécution sont autorisées pendant toute la durée de la procédure s'il s'avère qu'en leur absence, l'exécution de la décision du tribunal s'en trouverait compliquée ou empêchée."</p> <p><b>Article 136</b></p> <p>"Afin d'assurer le bon déroulement de la procédure, le tribunal peut:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) ordonner une saisie à l'encontre du patrimoine du défendeur;</li> <li>2) interdire au défendeur d'effectuer certains actes;</li> <li>3) interdire à certaines personnes de transmettre au défendeur certaines choses ou de remplir d'autres obligations en sa faveur;</li> <li>4) suspendre la vente du patrimoine ayant été saisi si une demande d'annulation de la saisie a été déposée;</li> </ol> |

| Harmonisation du Code de procédure civile de la République de Moldova<br>avec l'Accord sur les ADPIC  |   |
|---|---|
| Articles de l'Accord sur les ADPIC  | Articles du Code de procédure civile  |
| <p>cette atteinte est imminente et à lui ordonner de constituer une caution ou une garantie équivalente suffisante pour protéger le défendeur et prévenir les abus."</p> <p><b>Article 50, paragraphe 4</b></p> <p>"Dans les cas où des mesures provisoires auront été adoptées sans que l'autre partie soit entendue, les parties affectées en seront avisées, sans délai après l'exécution des mesures au plus tard. Une révision, y compris le droit d'être entendu, aura lieu à la demande du défendeur afin qu'il soit décidé, dans un délai raisonnable après la notification des mesures, si celles-ci seront modifiées, abrogées ou confirmées."</p> <p><b>Article 50, paragraphe 6</b></p> <p>"Sans préjudice des dispositions du paragraphe 4, les mesures provisoires prises sur la base des paragraphes 1 et 2 seront abrogées ou cesseront de produire leurs effets d'une autre manière, à la demande du défendeur, si une procédure conduisant à une décision au fond n'est pas engagée dans un délai raisonnable qui sera déterminé par l'autorité judiciaire ordonnant les mesures lorsque la législation d'un Membre le permet ou, en l'absence d'une telle détermination, dans un délai ne devant pas dépasser 20 jours ouvrables ou 31 jours civils si ce délai est plus long."</p> <p><b>Article 50, paragraphe 7</b></p> <p>"Dans les cas où les mesures provisoires seront abrogées ou cesseront d'être applicables en raison de toute action ou omission du requérant, ou dans les cas où il sera constaté ultérieurement qu'il n'y a pas eu atteinte ou menace d'atteinte à un droit de propriété intellectuelle, les autorités judiciaires seront habilitées à ordonner au requérant, à la demande du défendeur, d'accorder à ce dernier un dédommagement approprié en réparation de tout dommage causé par ces mesures."</p> <p><b>Article 50, paragraphe 8</b></p> <p>"Dans la mesure où une mesure provisoire peut être ordonnée à la suite de procédures administratives, ces procédures seront conformes à des principes équivalant en substance à ceux qui sont énoncés dans la présente section."</p> | <p>5) suspendre une procédure sur la base d'un titre exécutoire contesté par le débiteur au moyen d'une action en justice.</p> <p>Le tribunal peut ordonner plus d'une mesure d'exécution à condition de ne pas dépasser la valeur visée par la procédure.</p> <p>Outre ces mesures, le demandeur peut demander que tout contrevenant aux interdictions prévues aux paragraphes précédents répare les dommages résultant de la non exécution de la décision du tribunal concernant la garantie de bonne exécution de l'action intentée."</p> <p><b>Article 142, paragraphe 1</b></p> <p>"Le tribunal qui accepte des mesures provisoires peut exiger du demandeur une garantie couvrant les dommages éventuels causés au défendeur."</p> <p><b>Article 141</b></p> <p>"Toute décision ayant trait à des mesures provisoires peut faire l'objet d'un appel.</p> <p>Faire appel d'une décision relative à des mesures provisoires n'implique pas une suspension de l'exécution de ladite décision.</p> <p>Faire appel d'une décision concernant l'annulation de mesures provisoires, ou d'une décision concernant la substitution d'une forme de mesures a pour effet de suspendre l'exécution de ladite décision."</p> <p><b>Article 140, paragraphe 3</b></p> <p>"Sur demande du défendeur, une mesure provisoire pourra être annulée ou ne plus avoir d'effets légaux sous d'autres formes si le tribunal, dans les affaires concernant la protection des droits de propriété intellectuelle, n'a pas rendu de décision sur le fond dans un délai de 31 jours à compter du moment où ont été prises les mesures provisoires."</p> <p><b>Article 142, paragraphe 2</b></p> <p>"À partir du moment où une décision rejetant une plainte est définitive, le défendeur est autorisé à demander à ce que le demandeur compense les pertes causées par l'application des mesures provisoires qu'il avait demandées."</p> |

| <b>Harmonisation du Code de procédure civile de la République de Moldova<br/>avec l'Accord sur les ADPIC</b> |   |
|--|---|
| <b>Articles de l'Accord sur les ADPIC</b>  | <b>Articles du Code de procédure civile</b>   |
|  | <p><b>Article 31, paragraphe 2</b></p> <p>"Les parties aux affaires portant sur les relations avec l'administration ou aux affaires assujetties à la procédure spéciale jouiront des mêmes droits et obligations que les parties, sauf pour les exceptions prévues par la législation."</p> |

| <b>Harmonisation du Code des douanes de la République de Moldova, Chapitre XII<br/>- Mesures à la frontière appliquées à la protection de la propriété intellectuelle,<br/>avec l'Accord sur les ADPIC</b>  |  |
|---|--|
| <b>Articles de l'Accord sur les ADPIC</b>   | <b>Articles du Code des douanes</b>  |
| <p><b>Article 51</b></p> <p>"Les Membres adopteront, conformément aux dispositions énoncées ci-après, des procédures permettant au détenteur d'un droit qui a des motifs valables de soupçonner que l'importation de marchandises de marque contrefaites ou de marchandises pirates portant atteinte au droit d'auteur est envisagée, de présenter aux autorités administratives ou judiciaires compétentes une demande écrite visant à faire suspendre la mise en libre circulation de ces marchandises par les autorités douanières. Les Membres pourront permettre qu'une telle demande soit faite en ce qui concerne des marchandises qui impliquent d'autres atteintes à des droits de propriété intellectuelle, à condition que les prescriptions énoncées dans la présente section soient observées. Les Membres pourront aussi prévoir des procédures correspondantes pour la suspension par les autorités douanières de la mise en circulation de marchandises portant atteinte à des droits de propriété intellectuelle destinées à être exportées de leur territoire."</p> | <p><b>Article 302</b></p> <p>Le détenteur d'un droit de propriété intellectuelle, présumant que le passage à la frontière de certaines marchandises porte atteinte à ses droits, peut demander l'aide des autorités douanières en remplissant une demande qui doit contenir les renseignements suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) des faits prouvant que le demandeur est le détenteur du droit de propriété intellectuelle et indiquant les motifs qui ont conduit à la délivrance dudit droit;</li> <li>b) une description détaillée des marchandises portant le droit de propriété intellectuelle afin d'aider les autorités douanières à les identifier (échantillons des produits originaux, informations sur l'origine des produits, sur le producteur, sur les autres détenteurs du droit, etc.);</li> <li>c) une demande de suspension de la procédure de dédouanement des marchandises dont il est soupçonné qu'elles sont des marchandises contrefaites ou pirates;</li> <li>d) la période pendant laquelle les autorités douanières doivent appliquer les mesures de protection;</li> <li>e) des renseignements sur le demandeur et son lieu de résidence.</li> </ul> <p><b>Article 303</b></p> <p>1) Le détenteur d'un droit soumettra une demande écrite à la Direction du contrôle des douanes et y joindra les éléments suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) des documents attestant l'existence et la pertinence du droit de propriété intellectuelle conformément à la législation en matière de propriété intellectuelle;</li> </ul> |

| <b>Harmonisation du Code des douanes de la République de Moldova, Chapitre XII<br/>- Mesures à la frontière appliquées à la protection de la propriété intellectuelle,<br/>avec l'Accord sur les ADPIC</b>  |  |
|---|--|
| Articles de l'Accord sur les ADPIC  | Articles du Code des douanes   |
|   | <p>b) un mandat délivré par le détenteur du droit de propriété intellectuelle par lequel le demandeur est autorisé à solliciter l'aide des autorités douanières, lorsque le demandeur est le représentant agréé du détenteur du droit;</p> <p>c) un document attestant le paiement des contributions fiscales pour bénéficier de l'aide des autorités douanières;</p> <p>d) d'autres documents.</p> <p>2) Une taxe sera perçue par le bureau des douanes pour couvrir les dépenses administratives de les autorités douanières. La taxe sera déterminée en fonction de la période pour laquelle l'aide des autorités douanières est demandée. Le montant de la taxe sera fixé par le gouvernement.</p> <p>3) Le détenteur du droit est obligé de signaler toute modification apportée au contenu du formulaire de demande dans un délai de dix jours à compter de la date de modification.</p>   |
| <p><b>Article 51, note de bas de page 14</b></p> <p>"[L]'expression "marchandises de marque contrefaites" s'entend de toutes les marchandises, y compris leur emballage, portant sans autorisation une marque de fabrique ou de commerce qui est identique à la marque de fabrique ou de commerce valablement enregistrée pour lesdites marchandises, ou qui ne peut être distinguée dans ses aspects essentiels de cette marque de fabrique ou de commerce, et qui de ce fait porte atteinte aux droits du titulaire de la marque en question en vertu de la législation du pays d'importation."</p> | <p><b>Article 301 a)</b></p> <p>L'expression "<i>marchandises contrefaites</i>" s'entend de:</p> <p>a) toutes les marchandises, y compris leur emballage, qui portent une marque de fabrique ou de commerce identique à une marque de fabrique ou de commerce légalement enregistrée pour des marchandises similaires ou pour des produits qui ne peuvent, par leurs principaux composants, être distingués d'une marque de fabrique ou de commerce légalement enregistrée et protégée (marques notoirement connues, etc.), et qui de ce fait portent atteinte aux droits du détenteur de la marque de fabrique ou de commerce originale;</p> <p>b) tout matériel portant des signes (emblèmes, étiquettes, notices d'utilisation, certificats) de marchandises contrefaites accompagnant lesdites marchandises ou présenté séparément;</p> <p>c) tous les emballages portant des marques de fabrique ou de commerce de marchandises contrefaites.</p> |

| <b>Harmonisation du Code des douanes de la République de Moldova, Chapitre XII<br/>- Mesures à la frontière appliquées à la protection de la propriété intellectuelle,<br/>avec l'Accord sur les ADPIC</b>  |  |
|---|--|
| <b>Articles de l'Accord sur les ADPIC</b>   | <b>Articles du Code des douanes</b>  |
| <b>Article 52</b><br><br>Tout détenteur de droit engageant les procédures visées à l'article 51 sera tenu de fournir des éléments de preuve adéquats pour convaincre les autorités compétentes qu'en vertu des lois du pays d'importation il est présumé y avoir atteint à son droit de propriété intellectuelle, ainsi qu'une description suffisamment détaillée des marchandises pour que les autorités douanières puissent les reconnaître facilement. Les autorités compétentes feront savoir au requérant, dans un délai raisonnable, si elles ont ou non fait droit à sa demande et l'informeront, dans les cas où ce sont elles qui la déterminent, de la durée de la période pour laquelle les autorités douanières prendront des mesures.  | <b>Article 304</b><br><br>1) Dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la demande, la Direction du contrôle des douanes indiquera au détenteur du droit si sa demande a été acceptée ou rejetée, si elle fait l'objet d'un examen plus poussé ou si des renseignements supplémentaires sont nécessaires. En cas d'acceptation, la durée de validité est celle indiquée dans la demande.<br><br>2) La durée de l'aide apportée par les autorités douanières n'excédera pas la durée de validité du droit de propriété intellectuelle et débutera à compter de la date d'acceptation de la demande. Cette durée peut être prorogée par une autre demande.   |
| <b>Article 53, paragraphe 1</b><br><br>Les autorités compétentes seront habilitées à exiger du requérant qu'il constitue une caution ou une garantie équivalente suffisante pour protéger le défendeur et les autorités compétentes et prévenir les abus. Cette caution ou garantie équivalente ne découragera pas indûment le recours à ces procédures.<br><br><b>Article 53, paragraphe 2</b><br><br>Dans les cas où, à la suite d'une demande présentée au titre de la présente section, les autorités douanières ont suspendu la mise en libre circulation de marchandises comportant des dessins ou modèles industriels, des brevets, des schémas de configuration ou des renseignements non divulgués, sur la base d'une décision n'émanant pas d'une autorité judiciaire ou d'une autre autorité indépendante, et où le délai prévu à l'article 55 est arrivé à expiration sans que l'autorité dûment habilitée à cet effet ait accordé de mesure provisoire, et sous réserve que toutes les autres conditions fixées pour l'importation aient été remplies, le propriétaire, l'importateur ou le destinataire de ces marchandises aura la faculté de les faire mettre en libre circulation moyennant le dépôt d'une caution dont le montant sera suffisant pour protéger le détenteur du droit de toute atteinte à son droit. Le versement de cette caution ne préjudiciera à aucune des autres mesures correctives que peut obtenir le détenteur du droit, étant entendu que la caution sera libérée si celui-ci ne fait pas valoir le droit d'ester en justice dans un délai raisonnable. | <b>Article 306</b><br><br>1) Dans un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle le détenteur du droit a été informé de la suspension de la procédure de dédouanement, il versera un dépôt de garantie équivalent à la valeur des marchandises saisies par les autorités douanières au bureau des douanes concerné. La valeur des marchandises sera calculée sur la base des factures. Le dépôt est nécessaire pour garantir: les dépenses encourues par les autorités douanières pour le stockage des marchandises saisies, les dépenses encourues par le transporteur, l'importateur, l'exportateur et le propriétaire en raison de la saisie des marchandises, les dépenses encourues par les personnes dont les intérêts ont été affectés par la suspension de la procédure de dédouanement en raison de renseignements erronés communiqués par le détenteur du droit (le demandeur). Si celui-ci ne verse pas le dépôt de garantie dans les conditions établies, la décision de suspendre la procédure de dédouanement sera révoquée et le dédouanement des marchandises sera autorisé. |

| <b>Harmonisation du Code des douanes de la République de Moldova, Chapitre XII<br/>- Mesures à la frontière appliquées à la protection de la propriété intellectuelle,<br/>avec l'Accord sur les ADPIC</b>  |   |
|---|---|
| Articles de l'Accord sur les ADPIC  | Articles du Code des douanes  |
| <b>Article 54</b><br><br>L'importateur et le requérant seront avisés dans les moindres délais de la suspension de la mise en libre circulation des marchandises décidée conformément à l'article 51.  | <b>Article 305</b><br><br>2) Sur la base de la demande qui a été acceptée, le responsable des autorités douanières rendra une décision sur la suspension de la procédure de dédouanement des marchandises dont il est suspecté qu'elles sont des marchandises contrefaites ou pirates. L'importateur sera informé des mesures prises et des raisons de leur application dans un délai de deux jours ouvrables. Parallèlement, les autorités douanières compétentes communiqueront à l'importateur le nom et l'adresse du détenteur du droit, et à celui-ci le nom et l'adresse de l'importateur.<br><br>3) Les autorités douanières, tout en protégeant la confidentialité des renseignements nécessaires, autoriseront les parties à inspecter les marchandises pour lesquelles la procédure de dédouanement a été suspendue, ainsi qu'à prélever des échantillons de manière à ce qu'elles puissent établir, au moyen d'une enquête ou de tests, le fait que les marchandises sont des marchandises pirates ou contrefaites, ou qu'elles portent atteinte sous toute autre forme au droit de propriété intellectuelle.<br><br>4) De la même manière, les autorités douanières peuvent communiquer des renseignements supplémentaires au détenteur du droit afin qu'il puisse déterminer si les marchandises sont des marchandises pirates ou contrefaites, ou qu'elles portent atteinte sous toute autre forme le droit de propriété intellectuelle.<br><br>5) Lorsqu'il est légalement établi que les marchandises sont des marchandises contrefaites ou pirates, ou qu'elles portent atteinte sous toute autre forme au droit de propriété intellectuelle, les autorités douanières peuvent communiquer au détenteur du droit des copies des documents accompagnant ces marchandises, ainsi que tout autre renseignement ou document concernant ces marchandises. |
| <b>Article 55</b><br><br>Si, dans un délai ne dépassant pas dix jours ouvrables après que le requérant aura été avisé de la suspension, les autorités douanières n'ont pas été informées qu'une procédure conduisant à une décision au fond a été engagée par une partie autre que le défendeur ou que l'autorité dûment habilitée à cet effet a pris des mesures provisoires prolongeant la suspension de la mise en libre circulation des marchandises, (...) dans les cas où la suspension de la | <b>Article 307</b><br><br>Les autorités douanières poursuivront la procédure de dédouanement des marchandises si, dans un délai de 30 jours à compter de la date à laquelle le détenteur du droit a été informé de la suspension de la procédure, ledit détenteur n'a entrepris aucune action légale qui pourrait conduire à l'ouverture d'un examen substantiel.   |



| <b>Harmonisation du Code des douanes de la République de Moldova, Chapitre XII<br/>- Mesures à la frontière appliquées à la protection de la propriété intellectuelle,<br/>avec l'Accord sur les ADPIC</b>   |   |
|--|---|
| <b>Articles de l'Accord sur les ADPIC</b>  | <b>Articles du Code des douanes</b>   |
| mise en libre circulation des marchandises est exécutée ou maintenue conformément à une mesure judiciaire provisoire, les dispositions du paragraphe 6 de l'article 50 seront d'application.   |   |
| <b>Article 56</b><br><br>Les autorités pertinentes seront habilitées à ordonner au requérant de verser à l'importateur, au destinataire et au propriétaire des marchandises un dédommagement approprié en réparation de tout dommage qui leur aura été causé du fait de la rétention injustifiée de marchandises ou de la rétention de marchandises mises en libre circulation conformément à l'article 55.  | <b>Article 305</b><br><br>6) Lorsqu'il est établi, par une procédure légale, que des dommages importants ont été causés au transporteur, à l'importateur, à l'exportateur ou au propriétaire des marchandises parce que lesdites marchandises ont été saisies de manière injustifiée ou retirées du marché en raison de données erronées communiquées par le détenteur du droit (le demandeur), celui-ci sera responsable de tout dommage causé.<br><br><b>Article 306</b><br><br>2) Le détenteur du droit et le propriétaire des marchandises répareront, sur la base de la décision du tribunal, tous les dommages qu'ils se sont causés l'un l'autre par des actes illégaux.   |
| <b>Article 57</b><br><br>Sans préjudice de la protection des renseignements confidentiels, les Membres habiliteront les autorités compétentes à ménager au détenteur du droit une possibilité suffisante de faire inspecter toutes marchandises retenues par les autorités douanières afin d'établir le bien-fondé de ses allégations. Les autorités compétentes seront aussi habilitées à ménager à l'importateur une possibilité équivalente de faire inspecter de telles marchandises. Dans les cas où une détermination positive aura été établie quant au fond, les Membres pourront habiliter les autorités compétentes à informer le détenteur du droit des noms et adresses de l'expéditeur, de l'importateur et du destinataire, ainsi que de la quantité des marchandises en question. | <b>Article 305</b><br><br>4) De la même manière, les autorités douanières peuvent communiquer des renseignements supplémentaires au détenteur du droit afin qu'il puisse déterminer si les marchandises sont des marchandises pirates ou contrefaites, ou qu'elles portent atteinte sous toute autre forme le droit de propriété intellectuelle.<br><br>5) Lorsqu'il est légalement établi que les marchandises sont des marchandises contrefaites ou pirates, ou qu'elles portent atteinte sous toute autre forme au droit de propriété intellectuelle, les autorités douanières peuvent communiquer au détenteur du droit des copies des documents accompagnant ces marchandises, ainsi que tout autre renseignement ou document concernant ces marchandises. |
| <b>Article 58</b><br><br>Dans les cas où les Membres exigeront des autorités compétentes qu'elles agissent de leur propre initiative et suspendent la mise en libre circulation des marchandises pour lesquelles elles ont des présomptions de preuve qu'elles portent atteinte à un droit de propriété intellectuelle:<br><br>a) les autorités compétentes pourront à tout moment demander au détenteur du droit tout   | <b>Article 308</b><br><br>1) Lorsqu'il existe suffisamment de motifs (renseignements ou indices), les autorités douanières peuvent suspendre d'office la procédure de dédouanement des marchandises et peuvent demander au détenteur du droit de fournir, gratuitement, tout renseignement ou toute aide, y compris pour ce qui est de l'examen par un expert technique, nécessaire pour établir la vérité en ce qui concerne les marchandises dont il est suspecté qu'elles sont des marchandises contrefaites   |

| <b>Harmonisation du Code des douanes de la République de Moldova, Chapitre XII<br/>- Mesures à la frontière appliquées à la protection de la propriété intellectuelle,<br/>avec l'Accord sur les ADPIC</b>  |   |
|---|---|
| <b>Articles de l'Accord sur les ADPIC</b>   | <b>Articles du Code des douanes</b>   |
| <p>renseignement qui pourrait les aider dans l'exercice de ces pouvoirs;</p> <p>b) l'importateur et le détenteur du droit seront avisés de la suspension dans les moindres délais. Dans les cas où l'importateur aura fait appel de la suspension auprès des autorités compétentes, celle-ci sera soumise, <i>mutatis mutandis</i>, aux conditions énoncées à l'article 55;</p> <p>c) les Membres ne dégageront aussi bien les autorités que les agents publics de leur responsabilité qui les expose à des mesures correctives appropriées que dans les cas où ils auront agi ou eu l'intention d'agir de bonne foi.</p>                                   | <p>ou pirates ou qu'elles contreviennent, sous toute autre forme, aux droits de propriété intellectuelle.</p> <p>3) Les autorités douanières indiqueront immédiatement au détenteur du droit le lieu et la date de la suspension d'office de la procédure de dédouanement des marchandises suspectes.</p> <p>4) Si, dans un délai de trois jours à compter de la date à laquelle le détenteur du droit a été notifié de la suspension de la procédure de dédouanement des marchandises, il n'a entrepris aucune des actions mentionnées aux articles 302 à 306 du présent Code, les autorités douanières procéderont au dédouanement des marchandises conformément à l'article 306.</p>                                   |
| <p><b>Article 59</b></p> <p>Sans préjudice des autres droits d'engager une action qu'a le détenteur du droit et sous réserve du droit du défendeur de demander une révision par une autorité judiciaire, les autorités compétentes seront habilitées à ordonner la destruction ou la mise hors circuit de marchandises portant atteinte à un droit, conformément aux principes énoncés à l'article 46. Pour ce qui est des marchandises de marque contrefaites, les autorités ne permettront pas la réexportation en l'état des marchandises en cause, ni ne les assujettiront à un autre régime douanier, sauf dans des circonstances exceptionnelles.</p> | <p><b>Article 309</b></p> <p>1) Si le tribunal prend une décision ordonnant la destruction des marchandises contrefaites ou pirates, celle-ci sera effectuée sous le contrôle des autorités douanières. Si la décision du tribunal n'ordonne que la confiscation des marchandises, la valeur de celles-ci sera déterminée conformément aux dispositions légales, à condition qu'elles ne soient pas mises en libre circulation sur le marché et ne causent pas d'autres dommages au détenteur du droit de propriété intellectuelle.</p> <p>2) Les autorités douanières n'autoriseront ni la réexportation des marchandises contrefaites ou pirates, ni l'application de toute autre procédure douanière à leur égard.</p> |
| <p><b>Article 60</b></p> <p>Les Membres pourront exempter de l'application des dispositions qui précèdent les marchandises sans caractère commercial contenues en petites quantités dans les bagages personnels des voyageurs ou expédiées en petits envois.</p>  | <p><b>Article 310</b></p> <p>Les autorités douanières n'appliqueront pas les mesures prévues au présent chapitre concernant les marchandises contrefaites ou pirates contenues dans les bagages à main ou les bagages personnels des voyageurs, conformément à la procédure douanière prévue pour ces personnes.</p>  |
| <p><b>Article 61</b></p> <p>Les Membres prévoiront des procédures pénales et des peines applicables au moins pour les actes délibérés de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, commis à une échelle commerciale. Les sanctions incluront l'emprisonnement et/ou des amendes suffisantes pour être dissuasives, et seront en rapport avec le niveau des peines appliquées pour des délits de gravité correspondante. Dans les cas appropriés, les sanctions possibles incluront également la saisie, la confiscation et la destruction</p>   | <p>Conformément au Code pénal, les procédures et sanctions visent les actes de violation suivants: prétendre, de manière illégale, être l'auteur ou obtenir par contrainte la capacité de coauteur d'une œuvre; divulguer la teneur d'une invention avant de déposer une demande de brevet ou sans l'autorisation de son auteur; produire, importer, exporter, stocker, offrir à la vente ou vendre des marchandises portant de fausses indications quant au brevet ou à l'origine, ou tout autre signe contrefait susceptible de tromper les clients potentiels; contrefaire ou faire illégalement usage de marques étrangères;</p>  |

| <b>Harmonisation du Code des douanes de la République de Moldova, Chapitre XII</b><br><b>- Mesures à la frontière appliquées à la protection de la propriété intellectuelle,</b><br><b>avec l'Accord sur les ADPIC</b>  |   |
|---|---|
| Articles de l'Accord sur les ADPIC  | Articles du Code des douanes  |
| des marchandises en cause et de tous matériaux et instruments ayant principalement servi à commettre le délit. Les Membres pourront prévoir des procédures pénales et des peines applicables aux autres actes portant atteinte à des droits de propriété intellectuelle, en particulier lorsqu'ils sont commis délibérément et à une échelle commerciale. | <p>produire, entreposer ou transporter, en vue de la vente, des boissons alcoolisées contrefaites;</p> <p>faire illégalement usage d'une marque de fabrique ou de commerce ou d'une appellation d'origine enregistrée, ainsi que faire usage de signes enregistrés similaires pour identifier des produits ou des services ou pour le même type de produits ou de services, offrir à la vente, vendre ou entreposer en vue de la vente des produits portant une marque;</p> <p>faire usage d'œuvres littéraires, artistiques ou scientifiques, y compris d'œuvres appartenant à des auteurs étrangers, sans autorisation légale de leur propriétaire, ni contrat; rompre de quelque manière que ce soit ce type de contrats ou en faire un usage contraire aux normes légales appliquées; faire illégalement usage d'œuvres de toute autre manière, obtenir par contrainte la capacité de coauteur d'une œuvre, détruire délibérément ces œuvres ou l'œuvre originale.</p> <p>Les autorités ci-après sont habilitées à intenter des actions pénales:</p> <p>les autorités habilitées à enquêter sur le plan pénal, soit de leur propre initiative lorsqu'il en est ainsi prévu, soit en réponse à des plaintes.</p> <p>Par exemple, si l'affaire concerne une menace contre la santé publique, les autorités sont habilitées à entamer des poursuites pénales, même à défaut de plainte. Dans ce cas, le tribunal prendra une décision qui ne portera que sur la question de la menace contre la santé publique.</p> <p>Des peines d'emprisonnement et des amendes sont appliquées dans les cas suivants:</p> <p>prétendre illégalement être l'auteur ou obtenir par contrainte la capacité de coauteur d'une œuvre, divulguer la teneur d'une invention avant le dépôt d'une demande de brevet (peine d'emprisonnement de deux ans au maximum ou une amende équivalente à 60 fois le salaire minimum et confiscation des marchandises)</p> <p>- Article 141<sup>1</sup> du Code pénal;</p> <p>produire, importer, exporter, stocker, offrir à la vente ou vendre des marchandises portant de fausses indications quant au brevet, à l'origine et aux caractéristiques desdites marchandises, ainsi qu'au nom du fabricant ou du distributeur, dans le but de tromper le public ou la concurrence (peine d'emprisonnement de deux ans au maximum ou une amende équivalente à 60 fois le salaire minimum et confiscation des marchandises)</p> <p>– Article 141<sup>2</sup> du Code pénal;</p> |

| <b>Harmonisation du Code des douanes de la République de Moldova, Chapitre XII<br/>- Mesures à la frontière appliquées à la protection de la propriété intellectuelle,<br/>avec l'Accord sur les ADPIC</b> |  |
|--|--|
| Articles de l'Accord sur les ADPIC   | Articles du Code des douanes   |
|  | <p>produire, entreposer ou transporter, en vue de la vente, des boissons alcoolisées contrefaites (peine d'emprisonnement de trois ans au maximum ou amende comprise entre 150 et 500 fois le salaire minimum et confiscation des marchandises) - Article 158 du Code pénal;</p> <p>faire illégalement usage d'une marque de fabrique ou de commerce ou d'une appellation d'origine enregistrée, ainsi que faire usage de signes enregistrés similaires pour identifier des produits ou des services, ou faire usage de ces signes pour le même type de produits ou de services, offrir à la vente, vendre ou entreposer en vue de la vente des produits portant une marque;</p> <p>Des amendes sont appliquées dans les cas suivants:</p> <p>faire usage d'œuvres littéraires, artistiques ou scientifiques, y compris d'œuvres appartenant à des auteurs étrangers, sans autorisation légale de leur propriétaire ni contrat; rompre de quelque manière que ce soit les dispositions du contrat concerné ou en faire un usage contraire aux normes légales appliquées; faire illégalement usage d'œuvres de toute autre manière, ainsi qu'obtenir par contrainte la capacité de coauteur d'une œuvre, détruire délibérément ces œuvres ou l'œuvre audiovisuelle originale (amende allant jusqu'à 60 fois le salaire minimum) – Article 141 du Code pénal;</p> <p>contrefaire des marchandises, faire illégalement usage d'une marque étrangère (amendes comprises entre 500 et 1 000 fois le salaire minimum et confiscation des marchandises contrefaites) – Article 158 du Code pénal.</p> <p>En cas d'utilisation illégale de marques de fabrique ou de commerce et de contrefaçon d'œuvres artistiques ou de phonogrammes, les mesures applicables sont la saisie, la confiscation et la destruction des marchandises contrefaites ainsi que des moyens de production ou de promotion desdites marchandises.</p> |

## 2. Quelle protection votre législation sur le droit d'auteur confère-t-elle aux "œuvres étrangères"?

Les obligations relatives aux moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle qui incombent à la République de Moldova au titre des articles 41 à 61 de l'Accord sur les ADPIC figurent dans le document ci-joint: "Conformité de la législation de la République de Moldova dans le domaine de la protection de la propriété intellectuelle avec les prescriptions énoncées aux articles 41 à 61 de l'Accord sur les ADPIC".

"Les œuvres étrangères sont protégées dans la République de Moldova conformément à la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins (telle qu'elle a été modifiée par la Loi n° 29-XIV du 28 mai 1998 et la Loi n° 1207-XIV du 28 juillet 2000). En conformité avec les dispositions de l'article 5 1) de la loi susmentionnée, la protection du droit d'auteur s'étendra:

- a) aux œuvres, quel que soit le lieu de la première publication, dont le détenteur du droit d'auteur est une personne physique ou morale de la République de Moldova;
- b) aux œuvres publiées pour la première fois dans la République de Moldova, quelle que soit la nationalité du détenteur du droit d'auteur sur ces œuvres;
- c) à d'autres œuvres, conformément aux traités internationaux auxquels la République de Moldova est partie.

Une œuvre sera considérée comme publiée pour la première fois dans la République de Moldova si elle a été publiée dans le pays dans les 30 jours suivant la date de sa première publication à l'étranger.

Conformément à l'article 26 7) de la Loi de la République de Moldova sur le droit d'auteur et les droits voisins, les droits voisins des personnes physiques ou morales étrangères seront protégés en application des accords internationaux auxquels la République de Moldova est partie.

Le droit d'auteur et les droits voisins des personnes physiques ou morales étrangères sont protégés dans la République de Moldova conformément aux dispositions de la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, de la Convention de Rome sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, et d'autres traités internationaux dans le domaine de la propriété intellectuelle. En outre, la Décision du Parlement n° 294-XIII du 23 novembre 1994 contient des dispositions relatives à la protection d'œuvres et d'enregistrements sonores préexistants et prévoit une protection rétroactive.

Conformément à l'article 17 12) de la loi susmentionnée, si la durée de la protection d'une œuvre d'un auteur étranger qui est utilisée dans la République de Moldova est plus grande, en vertu des lois du pays de l'auteur, que celle indiquée dans cet article, la durée de la protection prévue par cette loi sera d'application; si elle est inférieure, la durée de la protection prévue par les lois du pays de l'auteur sera d'application.

En outre, la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins dispose que, dans le cas où un traité international auquel la République de Moldova est partie énonce des règles différentes de celles spécifiées dans la Loi, les dispositions du traité international seront d'application."

### **III. RÉPONSES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES ET LEURS ÉTATS MEMBRES**

#### **A. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**1. Veuillez indiquer si votre législation prévoit des mesures pour protéger la santé publique et la nutrition et pour promouvoir l'intérêt public dans des secteurs d'une importance vitale pour votre développement socioéconomique et technologique, comme le dispose l'article 8 de l'Accord sur les ADPIC. Le cas échéant, veuillez montrer en quoi de telles mesures sont compatibles avec les dispositions de l'Accord sur les ADPIC.**

La Loi n° 1453-XH du 25 mai 1993 sur la protection des consommateurs, et la Loi n° 1100-XV du 30 juin 2000 sur la production et la distribution de l'alcool méthylique et la production de spiritueux prévoient des mesures pour protéger la santé publique et la nutrition et pour promouvoir l'intérêt public dans des secteurs d'une importance vitale pour le développement socioéconomique et technologique. Leurs dispositions n'empêchent pas l'enregistrement des objets de propriété industrielle.

B. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

**2. Veuillez indiquer comment votre législation accorde la protection rétroactive conférée en vertu de l'article 18 de la Convention de Berne (cette obligation découle de l'article 9 de l'Accord sur les ADPIC) et de l'article 14:6 de l'Accord sur les ADPIC.**

Conformément aux dispositions de l'article 17 de la Loi n° 293-XIII du 23 novembre 1994 sur le droit d'auteur et les droits voisins, relatives à la durée de la protection du droit d'auteur en République de Moldova:

"... 3) Le droit d'auteur s'applique du vivant de l'auteur et pendant 50 ans après sa mort à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit celle de son décès, sauf dans les cas visés aux paragraphes 4), 5) et 7) du présent article.

4) Le droit d'auteur sur les œuvres audiovisuelles est protégé pendant 50 ans et celui sur les œuvres des arts appliqués pendant 25 ans à compter de la date de la publication légale de ces œuvres ou de la date de leur création si elles n'ont pas été publiées, ou à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivant celle de la publication ou de la création de l'œuvre.

5) Le droit d'auteur sur une œuvre anonyme ou pseudonyme s'applique pendant 50 ans après la publication de l'œuvre à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivant celle de la publication de l'œuvre, à l'exception des œuvres visées au paragraphe 4 du présent article. Si l'auteur d'une œuvre anonyme ou pseudonyme révèle son identité ou si celle-ci devient évidente pendant cette période, les dispositions des paragraphes 3) et 4) du présent article sont d'application.

7) Le droit d'auteur sur une œuvre posthume est protégé pendant 50 ans à compter de la date de la première publication de l'œuvre, sous réserve que la publication ait eu lieu dans les 30 années suivant la mort de l'auteur; la présente disposition ne s'applique pas aux œuvres visées au paragraphe 4) du présent article.

8) Le droit d'auteur sur une œuvre de collaboration est protégé jusqu'à la mort du dernier coauteur survivant et, après le décès de celui-ci, pendant 50 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivant celle de ce décès.

9) Les droits moraux des auteurs bénéficient d'une protection illimitée dans le temps. Après la mort d'un auteur, la protection de ses droits moraux est assurée par ses héritiers et par les organismes dûment autorisés à cette fin. En l'absence d'héritiers, ou après l'extinction du droit d'auteur des héritiers, la protection des droits moraux est assurée par lesdits organismes.

10) À l'expiration de la durée de protection du droit d'auteur, les œuvres tombent dans le domaine public.

11) Les œuvres tombées dans le domaine public peuvent être utilisées librement dans le respect des droits moraux de leurs auteurs. Les pouvoirs publics peuvent fixer le montant des redevances à payer aux fonds culturels (fonds littéraire, musical, fonds des beaux-arts, etc.)

pour l'utilisation d'œuvres de ressortissants de la République de Moldova tombées dans le domaine public.

12) Si la durée de protection applicable à une œuvre d'un auteur étranger utilisée dans la République de Moldova est, en vertu de la législation du pays de l'auteur, supérieure à celle prévue au présent article, la durée de protection fixée par la présente loi s'applique; si elle est inférieure, la durée de protection fixée par la législation du pays de l'auteur est d'application."

En ce qui concerne la durée de protection des droits voisins de l'artiste interprète et du producteur de phonogrammes, l'article 33 de la Loi n° 293-XIII du 23 novembre 2004 sur le droit d'auteur et les droits voisins contient les dispositions suivantes:

"1) Les droits des artistes interprètes visés à l'article 27 sont applicables pendant 50 ans à compter de la première exécution. Le droit de l'artiste interprète d'être nommé et son droit au respect de sa réputation sont protégés sans limitation de temps.

2) Les droits des producteurs de phonogrammes visés à l'article 28 sont applicables pendant 50 ans à compter de la première publication du phonogramme, ou pendant 50 ans à compter du premier enregistrement si le phonogramme n'a pas été publié pendant cette période.

3) Les droits des organismes de radiodiffusion ou de diffusion câblée visés à l'article 29 sont applicables pendant 50 ans à compter de la radiodiffusion ou de la diffusion câblée du programme par un tel organisme.

4) Les délais visés aux paragraphes 1), 2) et 3) du présent article commencent à courir à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivant celle au cours de laquelle est survenu le fait juridique qui déclenche le délai.

5) Les droits accordés au présent chapitre sont transmis aux héritiers (ou, dans le cas d'une personne morale, aux successeurs en titre) de l'artiste interprète, du producteur de phonogrammes ou de l'organisme de radiodiffusion ou de diffusion câblée jusqu'à l'expiration des délais visés aux paragraphes 1), 2) et 3) du présent article.

6) À la mort de l'artiste interprète, la protection de ses droits moraux est assurée conformément à l'article 17 9).

L'article 3 de la Décision du Parlement n° 294-XIII du 23 novembre 1994 relative à l'application de la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins dispose que les droits des auteurs d'œuvres audiovisuelles créées avant l'entrée en vigueur de ladite loi, les droits des artistes interprètes dont les exécutions ont été fixées sur phonogrammes, ainsi que les droits des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion sont protégés jusqu'à l'expiration du délai de 50 ans à compter de la date de leur première publication légale, ou jusqu'à l'expiration du délai de 50 ans à compter de la date de création si les œuvres n'ont pas été publiées.

**3. Veuillez expliquer comment votre législation traite le piratage portant atteinte à un droit d'auteur et, en particulier, les informations mises à disposition sur Internet, sans autorisation du titulaire du droit.**

Conformément aux dispositions de l'article 37 de la Loi n° 293-XIII du 23 novembre 1994 sur le droit d'auteur et les droits voisins:

- Toute utilisation d'une œuvre littéraire, artistique ou scientifique qui porte atteinte au droit d'auteur ou aux droits voisins accordés par la présente loi est illicite. Les copies d'une œuvre ou d'un phonogramme dont la fabrication ou la diffusion portent atteinte au droit d'auteur ou aux droits voisins constituent des contrefaçons. Les copies d'œuvres ou de phonogrammes protégés au titre de la présente loi dans la République de Moldova qui sont importées sans l'accord du détenteur du droit d'auteur ou de droits voisins d'États dans lesquels ces œuvres ou phonogrammes n'ont jamais été protégés ou ont cessé de l'être constituent elles aussi des contrefaçons.
- Les copies portant atteinte à une œuvre ou à un phonogramme peuvent être confisquées par décision de justice ou par sentence arbitrale. La destruction des matériaux et de l'équipement ayant servi pour leur fabrication peut également être ordonnée, selon la nature de l'atteinte au droit d'auteur et aux droits voisins.
- Les copies confisquées portant atteinte à une œuvre ou à un phonogramme peuvent, sur demande, être remises au détenteur du droit d'auteur ou de droits voisins. Lorsque celui-ci ne demande pas que les copies portant atteinte à une œuvre ou à un phonogramme lui soient remises, celles-ci sont vendues ou détruites par décision de justice ou par sentence arbitrale. Les matériaux et l'équipement confisqués qui ont servi à la fabrication des copies portant atteinte aux droits deviennent propriété de l'État par décision de justice ou par sentence arbitrale.
- Les copies portant atteinte à une œuvre ou à un phonogramme qui ont été valablement acquises par des tiers ne sont pas confisquées.

Conformément aux dispositions de l'article 38 de la Loi n° 293-XIII du 23 novembre 1994 sur le droit d'auteur et les droits voisins, toute personne qui porte atteinte au droit d'auteur ou aux droits voisins est passible des sanctions civiles, administratives et pénales prévues par la loi.

Les sanctions civiles appliquées en cas d'atteinte au droit d'auteur ou aux droits voisins sont énoncées à l'article 38 de la Loi n° 293-XIII du 23 novembre 1994 sur le droit d'auteur et les droits voisins, qui dispose que le détenteur de droits exclusifs, qu'il s'agisse du droit d'auteur ou de droits voisins, peut obliger la personne qui porte atteinte à ses droits à:

- a) reconnaître ceux-ci;
- b) rétablir la situation antérieure à l'atteinte aux droits et mettre un terme aux actes qui portent atteinte ou sont susceptibles de porter atteinte aux droits;
- c) verser des dommages-intérêts, y compris pour perte de profit;
- d) remettre, à titre de dommages-intérêts, le montant des gains réalisés à la faveur de l'atteinte;
- e) verser une indemnité, à titre de dommages-intérêts ou de remise des gains, d'un montant compris entre 10 et 20 000 fois le salaire minimum.

Le détenteur du droit d'auteur ou de droits voisins a la faculté de choisir librement parmi les mesures énoncées au paragraphe 1) c) à e) de cet article.

En cas d'atteinte à ses droits moraux, l'auteur ou le détenteur de droits voisins a la faculté d'engager des poursuites contre le contrevenant pour:



- a) faire apporter les rectifications nécessaires à l'œuvre et faire publier dans la presse ou notifier par tout autre moyen le rétablissement de l'auteur ou du détenteur dans ses droits;
- b) faire interdire la publication de l'œuvre ou ordonner que cesse sa diffusion et obtenir la confiscation des copies publiées;
- c) obtenir des dommages-intérêts pour le préjudice moral subi, conformément à la loi.

Avant d'examiner l'affaire au fond, le tribunal peut rendre une ordonnance par laquelle il interdit au défendeur ou à la personne dont il est fondé à croire qu'elle porte atteinte au droit d'auteur ou aux droits voisins d'accomplir certains actes, comme fabriquer, reproduire, vendre, louer, importer, etc.

Le tribunal peut être tenu d'ordonner la saisie-description ou la saisie effective de toutes les copies d'œuvres ou de phonogrammes censées porter atteinte aux droits, ainsi que des matériaux et de l'équipement ayant servi pour leur fabrication et leur reproduction.

Lorsque suffisamment d'éléments prouvant qu'il a été porté atteinte au droit d'auteur ou aux droits voisins ont été réunis, l'autorité chargée de l'instruction ou de l'examen de l'affaire doit faire le nécessaire pour repérer:

- a) les copies d'œuvres ou de phonogrammes censées porter atteinte aux droits;
- b) les matériaux et l'équipement ayant servi pour leur fabrication et leur reproduction;
- c) les comptes et autres pièces prouvant que ces actes ont été accomplis en violation de la loi;

et procéder à leur saisie-description.

Les autorités douanières sont habilitées à saisir les copies d'œuvres ou de phonogrammes qui ont fait l'objet d'une tentative d'importation ou d'exportation illicite. Les personnes morales détentrices d'un droit d'auteur ou de droits voisins exclusifs qui engagent des poursuites de leur chef ou qui autorisent le Bureau national du droit d'auteur ou un organisme de gestion collective des droits patrimoniaux à engager des poursuites en leur nom sont exonérées des frais de justice. Dans ce cas, le tribunal peut décider de condamner la personne jugée coupable d'atteinte au droit d'auteur ou aux droits voisins de payer les frais de justice selon les modalités et à concurrence du montant fixé par la loi.

La responsabilité administrative découlant d'une atteinte au droit d'auteur ou aux droits voisins est énoncée à l'article 51<sup>2</sup> du Code des infractions mineures, qui prévoit la possibilité d'appliquer des amendes représentant jusqu'à 30 fois le salaire minimum en ce qui concerne les hauts fonctionnaires, assorties dans certains cas de la confiscation de la totalité des copies imprimées piratées.

La responsabilité pénale en cas d'atteinte au droit d'auteur est énoncée à l'article 1411 du Code pénal, qui prévoit la possibilité d'appliquer une amende représentant jusqu'à 60 fois le salaire minimum.

Le projet de loi portant modification de la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins, qui augmente considérablement l'étendue de la protection du droit d'auteur et des droits voisins, est en cours de lecture au Parlement de la République de Moldova.

Le Parlement examine en outre le projet de loi portant modification du Code pénal et du Code des infractions mineures, qui non seulement augmente considérablement l'étendue de la protection du droit d'auteur, mais introduit aussi les droits voisins dans l'étendue de la protection conférée par le Code pénal et le Code des infractions mineures, ainsi que des sanctions plus sévères. Ainsi, en cas de responsabilité administrative, des amendes comprises entre 50 et 300 fois le salaire minimum peuvent être appliquées et, dans certains cas, assorties de la confiscation des copies illicites d'œuvres ou de phonogrammes; en cas de responsabilité pénale, des amendes comprises entre 300 et 1 200 fois le salaire minimum peuvent être appliquées et, dans certains cas, assorties de la confiscation des copies illicites d'œuvres et de phonogrammes, ainsi que des matériaux et de l'équipement destinés à la fabrication et à l'utilisation illicites d'œuvres et de phonogrammes, avec ou sans confiscation de biens.

Les œuvres publiées sur Internet bénéficient du même régime juridique de protection par le droit d'auteur et les droits voisins que toutes les autres œuvres et objets protégés sur le territoire de la République de Moldova au titre de la Loi n° 293-XIII du 23 novembre 1994 sur le droit d'auteur et les droits voisins et des autres textes normatifs applicables.

#### C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

**4. Pourriez-vous expliquer la différence entre les marques collectives et les marques de conformité dont il est question aux alinéas 4 et 5 de l'article 2 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce et les appellations d'origine (n° 588-XIII), telle que modifiée en 2000 (ci-après dénommée la "Loi").**

Conformément à la Loi n° 588/1995 sur les marques de fabrique ou de commerce et les appellations d'origine (ci-après dénommée la "Loi"), la marque collective doit permettre d'établir une distinction entre les produits manufacturés ou vendus ou les services fournis par une association, un groupement économique ou des personnes morales, et les produits et services du même type d'autres personnes physiques ou morales. Le Règlement relatif à l'utilisation de la marque collective (statut de la marque collective) est annexé à toute demande de marque collective.

La marque de conformité, appliquée ou délivrée au titre d'un système de certification, indique avec un degré de certitude suffisant que le produit, la méthode ou le service visés sont conformes à une norme ou à tout autre texte législatif donné. Aux fins d'enregistrement d'une marque de conformité, une autorisation ou toute autre pièce confirmant l'exercice légal de l'activité de certification ou, le cas échéant, une preuve de l'enregistrement de la marque de conformité dans la République de Moldova est annexée à la demande de marque de conformité.

La marque de conformité peut être utilisée pour des produits qui bénéficient de la certification correspondante sans que les personnes compétentes n'aient le droit de la céder ou de l'utiliser pour certifier des produits.

**5. Nous croyons comprendre qu'une marque notoirement connue n'a pas à être enregistrée pour bénéficier d'une protection (article 4 de la Loi). Veuillez préciser si, pour bénéficier de la protection de la Loi, une marque notoirement connue, telle que définie à l'alinéa 6) de l'article 2, doit être utilisée dans la République de Moldova ou simplement connue sur ce territoire.**

Pour bénéficier d'une protection juridique, la Loi dispose qu'une marque notoirement connue doit être reconnue comme telle sur le territoire de la République de Moldova.

**6. Veuillez préciser si la Loi est susceptible de protéger les marques sonores et les marques olfactives (odeurs), comme l'article 15:1 de l'Accord sur les ADPIC semble le permettre.**

Conformément à l'article 2 2) de la Loi, les signes ci-après peuvent être enregistrés comme marques de fabrique ou de commerce dans la République de Moldova: les mots (y compris les noms de personne), les lettres, les chiffres, les éléments figuratifs et les combinaisons de couleurs, ainsi que toute combinaison de ces signes qui soit visuellement perceptible. Les éléments figuratifs d'une marque peuvent être constitués de représentations graphiques planes ou tridimensionnelles (en relief), ayant une configuration distincte. Les marques sonores et les marques olfactives (odeurs) peuvent être enregistrées dès lors qu'elles remplissent les conditions visées à l'article 2 2) de la Loi.

**7. Le déposant peut-il, à propos d'un signe qui n'est pas en soi distinctif, invoquer l'existence d'un caractère distinctif acquis par l'usage (élément antépénultième de l'article 15:1 de l'Accord sur les ADPIC)?**

Le déposant peut invoquer l'existence d'un caractère distinctif acquis par l'usage au titre de l'article 7 7), qui dispose que l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce ne peut être refusée en vertu du paragraphe 1) b) dès lors qu'elle a été utilisée avant le dépôt de la demande pendant cinq ans au moins dans le cadre de la fabrication ou de la commercialisation de produits ou de la fourniture de services et qu'elle est notoirement connue des consommateurs de la République de Moldova, sauf dans les cas où elle est exclusivement constituée d'une indication géographique.

**8. Veuillez indiquer si la Loi prévoit un examen d'office pour des motifs absolus et pour des motifs relatifs. Prière d'expliquer quels sont les motifs pour lesquels il peut être fait opposition (article 17 de la Loi) à l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce? Ces motifs d'opposition sont-ils les mêmes que ceux qui sont prévus à l'article 7 de la Loi?**

Conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi, il n'existe pas de distinction stricte entre motifs absolus et motifs relatifs. Ainsi, toute personne qui conteste les motifs invoqués peut former une opposition motivée au titre de l'article 17 de la Loi et, si les arguments présentés dans l'acte d'opposition sont fondés, l'AGEPI peut annuler en tout ou partie la décision initiale.

**9. À l'article 6 de la Loi, sous le titre "Droits exclusifs liés à la marque de fabrique ou de commerce", il est question de "probabilités de confusion", alors qu'à l'article 7, intitulé "Motifs de refus d'enregistrer", on trouve à l'alinéa 4 le membre de phrase "au point d'induire en erreur". Veuillez préciser si ces termes ont la même connotation et dégager le rapport entre ceux-ci et l'article 16:1 de l'Accord sur les ADPIC.**

Les expressions "probabilités de confusion" et "au point d'induire en erreur" ont la même connotation et sont conformes aux dispositions de l'article 16:1 de l'Accord sur les ADPIC.

**10. D'après l'article 4 de la Loi, les marques notoirement connues n'ont pas à être enregistrées dans votre pays. Or, l'article 7 4) b) de la Loi, qui a trait "aux motifs de refus d'enregistrer une marque de fabrique ou de commerce, une appellation d'origine ou une indication géographique", contient les membres de phrase suivants: "pour lesquels une marque de fabrique ou de commerce (notoirement connue) est enregistrée" et le "titulaire de la marque de fabrique ou de commerce (notoirement connue) enregistrée". Est-ce à dire que, dans son examen d'office, l'organisme compétent ne considère comme constituant un obstacle possible à l'enregistrement que les marques notoirement connues enregistrées, et que, s'agissant de marques notoirement connues non enregistrées, c'est au titulaire de la marque non enregistrée de faire de son propre chef opposition en vertu des dispositions de l'article 17 de la Loi?**

L'AGEPI confirme que, conformément à l'article 4 1) de la Loi, les marques de fabrique ou de commerce notoirement connues sont protégées dans la République de Moldova sans qu'il soit nécessaire de les enregistrer, à condition qu'une autorité compétente les reconnaisse comme notoirement connues. Au vu de la décision de cette autorité, l'AGEPI inscrit la marque notoirement connue au registre pertinent ce qui, par la suite, permet au détenteur d'une marque de fabrique ou de commerce notoirement connue d'obtenir l'annulation d'autres marques de fabrique ou de commerce identiques à la marque notoirement connue et applicables aux mêmes produits, sans être tenu de former opposition conformément aux dispositions de l'article 17 de la Loi. Ce nonobstant, toute personne intéressée considérant qu'il est porté atteinte à ses droits légitimes peut s'opposer à toute demande ou enregistrement.

**11. Veuillez expliquer en quoi l'article 22 1) de la Loi est compatible avec l'article 19:2 de l'Accord sur les ADPIC. L'usage d'une marque de fabrique ou de commerce par une personne autre que le titulaire de cette marque n'est-il reconnu comme tel au sens de l'article 19:2 de l'Accord sur les ADPIC que lorsque le titulaire de ladite marque en a autorisé l'exploitation dans le cadre d'un contrat de licence?**

Conformément à l'article 22 1) de la Loi, l'exploitation d'une marque de fabrique ou de commerce ou d'une appellation d'origine s'entend de son utilisation en rapport avec des produits pour lesquels la marque de fabrique ou de commerce ou l'appellation d'origine a été enregistrée, ou de son utilisation en rapport avec l'emballage de ces produits et/ou de leur emballage, par le détenteur ou la personne qui a acquis un droit d'exploitation dans le cadre d'un contrat de licence. Il n'existe pas d'autre interprétation de cet article. La législation reprend intégralement les dispositions de l'Accord sur les ADPIC, et le contrat de licence est une preuve suffisante de l'exploitation de la marque de fabrique ou de commerce.

**12. L'article 26 de la Loi dispose que, sur demande, l'enregistrement peut être radié après une période ininterrompue de non-usage d'au moins cinq ans. Veuillez indiquer si la reprise de l'usage après une période de plus de cinq ans de non-usage peut conduire à une remise en vigueur des droits exclusifs.**

Conformément à l'article 26, l'enregistrement peut être radié après une période de non-usage à la demande de toute personne intéressée. Il est évident que la radiation de l'enregistrement n'est pas automatique. La Loi dispose en effet que la radiation peut être effectuée à la demande de la personne intéressée. Si l'usage reprend après une période de plus de cinq ans et qu'aucune demande de radiation de l'enregistrement n'a été faite pendant la période visée, une telle demande ne sera plus recevable par la suite.

#### D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

**13. Veuillez indiquer si l'autorité chargée de l'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce peut refuser une demande d'enregistrement si la marque contient une indication géographique.**

Une marque de fabrique ou de commerce exclusivement constituée d'une indication géographique ne peut être enregistrée. L'AGEPI rejette toute demande d'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce qui contient une indication géographique si l'utilisation de cette indication dans la marque de fabrique ou de commerce est de nature à induire le consommateur en erreur quant à l'origine véritable des produits.

**14. Pourriez-vous montrer comment l'article 3 3) de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce et les appellations d'origine (n° 588-XIII), telle que modifiée en 2000 (la "Loi"), met en œuvre l'article 23:2 de l'Accord sur les ADPIC?**

L'article 3 3) de la Loi se situe parfaitement dans la ligne des dispositions de l'article 23:2 de l'Accord sur les ADPIC et constitue le fondement des mesures prises par les autorités compétentes en ce qui concerne l'inadmissibilité des indications fausses ou trompeuses. À cet égard, il convient de mentionner les mesures prises par le Ministère de l'agriculture et de l'industrie de transformation conformément aux dispositions de la Loi n°131 du 2 juin 1994 relative aux vins et à la vigne, et le Code de pratique des viticulteurs, approuvé par la Décision gouvernementale n° 22 du 10 janvier 2002, dont les dispositions servent de fondement aux mesures correspondantes.

**15. Pourriez-vous expliquer en quoi la disposition susmentionnée subordonne l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce contenant une indication géographique ou qui est constituée par une telle indication au risque de confusion que court le consommateur, alors que l'article 23:2 de l'Accord sur les ADPIC, à la différence de l'article 22:3, n'impose pas ce critère?**

Conformément à la législation nationale en vigueur, une marque de fabrique ou de commerce exclusivement constituée d'une indication géographique ne peut être enregistrée dès lors qu'elle risque d'induire le consommateur en erreur. En ce qui concerne les dispositions qui divergent de l'Accord sur les ADPIC, une indication géographique peut être acceptée dans la République de Moldova si elle n'est pas connue et/ou n'induit pas le consommateur en erreur, à l'exception des marques de fabrique ou de commerce nominatives constituées uniquement d'une indication géographique car elles ne possèdent pas de caractère distinctif et ne pourraient conférer de droits exclusifs.

**16. Veuillez expliquer en quoi l'article 7 2) c) et d) de la Loi est compatible avec l'article 3 3) de la Loi.**

Les dispositions de l'article 7 de la Loi se rapportent directement à la procédure d'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce et aux motifs de refus d'enregistrer une marque de fabrique ou de commerce. L'article 3 3) de la Loi énonce des dispositions générales relatives à la procédure d'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce et au domaine d'utilisation de ces marques.

**17. Pourriez-vous montrer comment interpréter de manière concordante l'article 3 3) et 3 5) de la Loi?**

L'article 3 3) de la Loi concerne la procédure d'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce et la possibilité offerte aux tiers de demander le rejet ou l'invalidation des marques de fabrique ou de commerce qui contiennent une indication géographique.

L'article 3 5) est une règle générale interdisant l'utilisation d'une indication géographique qui, bien que littéralement exacte pour ce qui est du territoire, de la région ou de la localité dont les produits sont originaires, donne à penser que les produits sont originaires d'un autre territoire ou d'une autre région ou localité. Cet article peut être invoqué dans tous les cas d'usage.

**18. Veuillez déterminer le champ d'application précis de l'article 7 4) d) de la Loi.**

L'article 7 4) de la Loi énonce les motifs pour refuser l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce identique ou similaire à une marque de conformité. Ce faisant, il complète les dispositions de l'article 7 4) a).

**19. Veuillez expliquer en quoi l'article 7 9) de la Loi est compatible avec l'article 24:5 de l'Accord sur les ADPIC et, en particulier, montrer comment la référence à la date d'entrée en vigueur de la section 3 de l'Accord sur les ADPIC est incorporée dans cette disposition.**

Les dispositions de l'article 7 9) de la Loi s'inscrivent parfaitement dans la ligne de l'article 24:5 de l'Accord sur les ADPIC. En outre, cette règle doit être systématiquement invoquée à la date de la demande. L'acquisition des droits visée à ce paragraphe doit être antérieure à la date de la demande et est sans rapport avec l'entrée en vigueur de la section III.

**20. Veuillez définir ce qu'est, dans votre législation, une indication géographique. Pourriez-vous indiquer si, aux fins de la Loi, la désignation générale d'indication géographique doit être comprise en tant que désignation de l'appellation d'origine?**

Conformément aux dispositions de l'article 3 2), on entend par indication géographique une indication qui sert à identifier un produit comme étant originaire du territoire d'un État ou d'une région ou localité de ce territoire dans les cas où une quantité, réputation ou autre caractéristique déterminée du produit peut être attribuée essentiellement à cette origine géographique.

La législation de la République de Moldova différencie clairement les indications géographiques. La désignation générale d'indication géographique ne doit pas être comprise en tant que désignation de l'appellation d'origine car l'indication géographique peut être utilisée dans une marque de fabrique ou de commerce, à condition que le produit soit originaire du pays, de la région ou de la localité (espace géographique) et en porte le nom historique; elle peut servir à désigner un produit dont les propriétés naturelles dérivent essentiellement ou exclusivement des facteurs naturels et/ou humains propres à cet espace géographique; elle peut aussi être utilisée comme preuve de confirmation par une autorité compétente ou d'enregistrement de l'appellation d'origine dans le pays d'origine.

**21. Veuillez exposer et expliquer les dispositions de votre législation qui, le cas échéant, établissent un lien entre les caractéristiques d'une indication et son origine géographique. Pourriez-vous préciser quelle est, parmi les pièces énumérées à l'article 8 de la Loi que doit fournir le déposant, celle qui garantit que le nom ou le sujet faisant l'objet de la demande se rapporte à un produit lié à un territoire? Veuillez en particulier expliquer comment ce lien avec le territoire est vérifié et avéré.**

L'AGEPI demande à tout déposant qui envisage d'utiliser une indication géographique de résider dans la région correspondante, ou d'y posséder une entreprise de production authentique et efficace. Pour ce qui est de l'enregistrement de l'appellation d'origine, tout déposant national doit être en possession d'un document, authentifié par une autorité compétente, qui confirme que le produit est originaire de l'espace géographique correspondant et que ses propriétés naturelles dérivent des facteurs naturels et/ou humains propres à celui-ci. Lorsque le déposant est étranger, l'appellation d'origine doit être protégée dans le pays d'origine.

**22. Veuillez déterminer avec exactitude le champ d'application de l'article 8 6) f) de la Loi et, en particulier, établir s'il s'agit d'une procédure parallèle (par le biais de marques de certification) à celle qui semble permettre le dépôt d'une demande concernant une indication géographique en tant que telle (voir article 18 de la Loi).**

Comme indiqué, les ressortissants moldaves qui veulent faire enregistrer une appellation d'origine doivent présenter une confirmation émanant de l'autorité compétente. En ce qui concerne l'enregistrement d'une indication géographique, les dispositions de l'article 18 ne sont pas claires. La

réponse précédente indique les prescriptions applicables au droit d'utiliser une indication géographique dans une marque de fabrique ou de commerce.

**23. Pourriez-vous montrer en quoi votre législation accorde une protection supplémentaire aux vins et aux spiritueux? Pourriez-vous nous dire quel est le champ précis d'application de la Loi moldave n° 131 relative aux vins et à la vigne? Prière d'énumérer d'autres types de produits couverts, le cas échéant, par cette protection supplémentaire.**

Les lois ci-après ont été adoptées pour accorder une protection supplémentaire aux vins et aux spiritueux: la Loi n° 1100-XV du 30 juin 2000 sur la production et la distribution de l'alcool méthylique et la production des spiritueux; la Loi n° 131 du 2 juin 1994 relative aux vins et à la vigne; la Décision du gouvernement de la République de Moldova n° 212 du 4 avril 1995 relative à l'approbation des règles concernant la commercialisation au détail de la production de spiritueux; la Décision du gouvernement de la République de Moldova n° 22 du 10 janvier 2002 relative à l'approbation du Code de pratique des viticulteurs; la Décision du gouvernement de la République de Moldova n° 249 du 11 avril 2001 portant application de la Loi n° 1100 du 30 juin 2000 sur la production et la distribution de l'alcool méthylique et la production de spiritueux.

La Loi relative aux vins et à la vigne a été adoptée dans le but d'interdire l'utilisation des termes "type" et "genre" pour les vins et autres spiritueux, afin d'empêcher que le consommateur ne soit induit en erreur et de prévenir la concurrence déloyale.

**24. Veuillez indiquer quel usage est fait dans le territoire relevant de votre juridiction des exceptions, autres que celles mentionnées plus haut, prévues à l'article 24 de l'Accord sur les ADPIC. Pourriez-vous donner des exemples de l'usage des exceptions fait par les tribunaux ou dresser une liste de noms considérés comme génériques dans votre juridiction?**

En ce qui concerne l'usage, fait dans le territoire relevant de la juridiction nationale, des exceptions visées à l'article 24 de l'Accord sur les ADPIC, nous ne pouvons donner qu'une interprétation unilatérale qui ne repose pas sur la jurisprudence. L'AGEPI tiendra compte de ces exceptions et les invoquera au cours de la procédure d'examen. Par exemple, si une indication géographique n'est pas notoirement connue sur le territoire de la République de Moldova, son enregistrement ne sera pas rejeté si le caractère distinctif a été acquis par l'utilisation de cette indication.

**25. Veuillez indiquer quelle est la loi qui s'applique aux situations envisagées à l'article 22 3) de la Loi. Pourriez-vous définir avec exactitude le champ d'application de l'article 22 2) et 22 4) de la Loi?**

Conformément à l'article 22 3) de la Loi, la réglementation pertinente s'applique à l'examen des appellations d'origine et des indications géographiques exactement comme le prévoit la Loi, compte tenu des explications données à la réponse au point 24. Les dispositions du paragraphe pertinent sont parfaitement conformes à celles de l'Accord sur les ADPIC et s'appliquent en cas de litiges pour prouver le droit acquis par l'utilisation en toute bonne foi avant la date de dépôt de la demande d'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce par un tiers.

**26. Veuillez préciser si l'article 28 f) de la Loi s'applique aussi aux indications géographiques, telles qu'elles sont définies à l'article 3 de la Loi.**

L'article 28 f) ne s'applique qu'aux appellations d'origine et ne peut être invoqué pour une indication géographique enregistrée en tant qu'appellation d'origine en vertu de la législation en vigueur.

**27. Que veut dire l'article 31 1) de la Loi?**

L'article 31 1) s'applique aux déposants moldaves qui envisagent de faire enregistrer une marque de fabrique ou de commerce nationale au niveau international et de la faire protéger dans d'autres pays.

**28. Veuillez définir le champ d'application de l'article 33 de la Loi à propos des indications géographiques.**

L'article 33 de la Loi est une disposition générale qui prescrit que si une norme ayant force obligatoire pour le pays partie au traité international énonce des règles de droit international, celles-ci prévalent et l'interprétation donnée par l'article s'impose à tous les tribunaux nationaux.

**E. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS**

**29. La législation protège-t-elle les renseignements non divulgués pendant une période de temps définie? Le cas échéant, veuillez indiquer pendant combien de temps.**

La législation en vigueur ne prévoit pas de délai précis pour la protection des renseignements non divulgués. En effet, les renseignements non divulgués ne sont pas divulgués d'entrée de jeu et, une fois qu'ils le sont, ils ne sont plus réputés non divulgués. C'est pourquoi, aucun délai n'est prévu.

**30. Veuillez montrer comment votre législation définit les renseignements non divulgués et expliquer comment elle a mis en œuvre l'article 39:3 de l'Accord sur les ADPIC.**

Le secret commercial et les renseignements non divulgués sont protégés conformément à la Loi n°171 du 6 juillet 1994 sur les secrets commerciaux. L'article 12 de ce texte a été modifié pour intégrer les dispositions de l'article 39:3 de l'Accord sur les ADPIC et énoncer les obligations des autorités compétentes en la matière.

**IV. RÉPONSES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LA SUISSE**

**A. BREVETS**

**1. Votre législation prévoit-elle la protection par brevet des inventions de produit ou de procédé dans tous les domaines technologiques? Y a-t-il des exceptions? Dans l'affirmative, veuillez indiquer quelles sont ces exceptions et en quoi elles sont compatibles avec l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC?**

Oui, la législation de la République de Moldova prévoit la protection par brevet des inventions de produit et de procédé dans tous les domaines technologiques. Conformément aux dispositions de l'article premier de la Loi n° 461-XIII sur les brevets d'inventions, du 18 mai 1995, une invention, quel que soit le domaine technologique, est brevetable si elle est nouvelle, qu'elle implique une activité inventive et qu'elle est susceptible d'application industrielle. Une invention peut porter sur un produit ou un procédé, y compris les micro-organismes, ou l'utilisation d'un produit ou procédé connu à des fins nouvelles. Il est possible d'obtenir un brevet et de jouir des droits d'un brevet sans discrimination quant au lieu de l'invention, au domaine technologique ou au fait que les produits sont importés ou produits localement.

Au titre de la Loi sur les brevets d'inventions, seront exclus de la brevetabilité:

- a) les théories scientifiques et les méthodes mathématiques;



- b) les signes conventionnels, les calendriers et les règles;
  - c) les méthodes permettant d'accomplir des actes liés au mental;
  - d) les méthodes d'organisation pour des activités commerciales;
  - e) les projets et les plans pour des bâtiments et des constructions et pour la planification du territoire;
  - f) les projets de nature esthétique (dessin ou modèle);
  - g) les topographies de circuits intégrés;
  - h) les variétés végétales, autres que les micro-organismes.
- "3) Aucun brevet ne sera délivré pour des inventions dont il est nécessaire d'empêcher l'exploitation commerciale pour protéger l'ordre public ou la moralité, y compris pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux, ou préserver les végétaux, ou pour éviter de graves atteintes à l'environnement, à condition que cette exclusion ne tienne pas uniquement au fait que l'exploitation est interdite par la législation nationale."

Les dispositions de la Loi mentionnées ci-dessus sont pleinement conformes aux dispositions de l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC.

**2. Votre législation reconnaît-elle, conformément à l'article 27:1 lu conjointement avec l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC, que l'importation équivaut à "l'exploitation" d'un brevet (et exclut-elle, par conséquent, la concession de licences obligatoires si le produit est importé)?**

Dans le cas où le titulaire d'un brevet n'utilise pas une invention ou ne l'utilise pas suffisamment au cours d'une période de trois ans à compter de la date de délivrance du brevet, toute personne qui désire exploiter l'invention et est prête à le faire peut, si le titulaire du brevet a refusé de conclure avec elle un accord de licence, présenter à une instance judiciaire ou à un tribunal arbitral une demande pour que lui soit délivrée une licence obligatoire non exclusive. Dans l'intérêt de la sécurité nationale, le gouvernement peut autoriser l'exploitation d'une invention par une autre personne sans le consentement du titulaire du brevet, contre versement à ce dernier d'une compensation financière appropriée. S'il y a désaccord quant au moment de la compensation financière, le titulaire du brevet peut intenter une action en justice. Conformément à la législation de la République de Moldova, les procédés jouissent de la même protection que celle accordée aux produits. Les dispositions de l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC permettant la délivrance d'une licence obligatoire dans certaines conditions sont reprises à l'article 33 de la Loi sur les brevets pour inventions. L'importation sera considérée comme utilisation aux fins de déterminer si l'invention a été utilisée dans le respect des dispositions relatives à la délivrance de licences obligatoires et à l'utilisation par les pouvoirs publics. L'article 33 de la Loi sur les brevets pour inventions prévoit d'autres utilisations sans autorisation du détenteur du droit, à savoir:

**"Article 33. Autres utilisations sans autorisation du détenteur du droit**

- 1) Les autorités judiciaires peuvent autoriser, sans le consentement du titulaire du brevet, le droit d'exploiter l'invention protégée, dans les conditions suivantes:

- a) l'autorisation de cette utilisation sera considérée sur la base des circonstances qui lui sont propres;
- b) une telle utilisation ne pourra être permise que si, avant cette utilisation, le candidat utilisateur s'est efforcé d'obtenir l'autorisation du détenteur du droit suivant des conditions et modalités commerciales raisonnables et que si ses efforts n'ont pas abouti dans un délai raisonnable. Il pourra être dérogé à cette prescription dans des situations d'urgence nationale ou d'autres circonstances d'extrême urgence ou en cas d'utilisation publique à des fins non commerciales. Dans ces circonstances, le détenteur du droit sera néanmoins notifié aussitôt qu'il sera raisonnablement possible.
- c) la portée et la durée de cette utilisation seront limitées aux fins auxquelles celle-ci a été autorisée, et dans le cas de la technologie des semi-conducteurs, sera uniquement destinée à des fins publiques non commerciales ou à remédier à une pratique dont il a été déterminé, à l'issue d'une procédure judiciaire ou administrative, qu'elle est anticoncurrentielle;
- d) cette utilisation sera non exclusive et incessible, sauf avec la partie de l'entreprise ou du fonds de commerce qui en a la jouissance;
- e) toute utilisation de ce genre sera autorisée principalement pour l'approvisionnement du marché intérieur;
- f) l'autorisation de cette utilisation sera susceptible d'être rapportée, sous réserve que les intérêts légitimes des personnes ainsi autorisées soient protégés de façon adéquate, si et lorsque les circonstances y ayant conduit cessent d'exister et ne se reproduiront vraisemblablement pas. Les autorités judiciaires seront habilitées à réexaminer, sur demande motivée, si ces circonstances continuent d'exister;
- g) le détenteur du droit recevra une rémunération adéquate selon le cas d'espèce, compte tenu de la valeur économique de l'autorisation.
- h) la validité juridique de toute décision concernant l'autorisation de cette utilisation pourra faire l'objet d'une révision judiciaire ou autre révision indépendante par une autorité supérieure distincte;
- i) les dispositions des paragraphes b) et e) ne seront pas appliquées dans les cas où cette utilisation est permise pour remédier à une pratique jugée anticoncurrentielle à l'issue d'une procédure judiciaire ou administrative. La nécessité de corriger les pratiques anticoncurrentielles peut être prise en compte dans la détermination de la rémunération. Les autorités compétentes seront habilitées à refuser de rapporter l'autorisation si et lorsque les circonstances ayant conduit à cette autorisation risquent de se reproduire;
- j) lorsqu'une licence obligatoire non exclusive a été délivrée pour l'exploitation d'un brevet d'invention (ci-après dénommé le "second brevet") qui ne peut pas être exploité sans porter atteinte à un autre brevet (ci-après dénommé le "premier brevet"), les conditions additionnelles suivantes s'appliquent:
  - l'invention revendiquée dans le second brevet supposera un progrès technique important, d'un intérêt économique considérable, par rapport à l'invention revendiquée dans le premier brevet;

- le titulaire du premier brevet aura droit à une licence réciproque à des conditions raisonnables pour utiliser l'invention revendiquée dans le second brevet; et
  - l'utilisation autorisée en rapport avec le premier brevet sera incessible sauf si le second brevet est également cédé.
- 2) Le détenteur de la licence notifiera à l'Agence, dans un délai de dix jours, la décision de l'autorité judiciaire d'accorder une licence obligatoire non exclusive. L'Agence l'inscrira au Registre national des brevets et publiera dans le Journal officiel les données relatives aux licences obligatoires non exclusives qui ont été accordées, ainsi que les données relatives aux modifications apportées à leur égard dans un délai de trois mois à compter de la date de notification.
- 3) Si le détenteur d'une licence obligatoire n'a pris aucune mesure pour se préparer à exploiter l'invention au cours de l'année suivant la délivrance de la licence, celle-ci pourra être annulée par décision du tribunal. Dans tous les cas, une licence obligatoire prendra fin si son détenteur n'a pas commencé l'exploitation de l'invention dans un délai de deux ans à compter de la date à laquelle la licence lui a été accordée."

**3. Votre législation soumet-elle la concession de licences obligatoires à toutes les conditions énumérées à l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC? Veuillez indiquer les dispositions pertinentes à cet égard.**

Conformément à la législation de la République de Moldova, la délivrance d'une licence obligatoire est assujettie à toutes les conditions énumérées à l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC, qui est pleinement mis en œuvre par l'article 33 de la Loi sur les brevets d'inventions. Les dispositions juridiques dudit article sont citées à la réponse à la question n° 2.

**4. Le principe du renversement de la charge de la preuve en cas de litige en matière de brevets de procédé est-il inscrit dans votre législation? Veuillez indiquer les dispositions pertinentes à cet égard.**

Conformément à l'article 23 4) de la Loi sur les brevets d'inventions, lors de la détermination de l'existence d'une atteinte aux droits du titulaire, si l'objet du brevet est un procédé d'obtention un produit, les autorités judiciaires seront habilitées à ordonner au défendeur de prouver que le procédé utilisé pour obtenir un produit identique est différent du procédé breveté; tout produit identique fabriqué sans le consentement du titulaire du brevet sera considéré, jusqu'à preuve du contraire, comme ayant été obtenu par le procédé breveté si le produit obtenu par le procédé breveté est nouveau ou s'il est fortement probable que le produit identique a été fabriqué par le procédé et que le titulaire du brevet n'a pas été en mesure, en dépit d'efforts raisonnables, de déterminer quel procédé a été en fait utilisé.

- "5) Lors de la détermination d'une preuve contraire, les intérêts légitimes des défendeurs en matière de protection de leurs secrets de fabrication et leurs secrets commerciaux seront pris en compte."

De plus, lors de la présentation des éléments de preuve, les intérêts légitimes des défendeurs en matière de protection de leurs secrets de fabrication et leurs secrets commerciaux seront pris en compte (article 13 1) de la Loi sur le secret commercial de la République de Moldova).

B. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

**5. Veuillez indiquer de manière détaillée si votre législation garantit que les données non divulguées résultant d'essais ou d'autres données communiquées par le déposant à l'organisme public compétent dans le cadre de la procédure d'autorisation de mise sur le marché d'un produit pharmaceutique ou d'un produit chimique pour l'agriculture sont protégées contre la divulgation et contre l'exploitation déloyale dans le commerce par un concurrent, en interdisant, par exemple, à un second déposant d'invoquer ou de mentionner les données initiales du premier déposant lorsqu'il demande ultérieurement une autorisation de mise sur le marché pour un produit similaire. Votre législation prévoit-elle des exceptions en la matière? Dans l'affirmative, dans quelles conditions ces exceptions seraient-elles applicables?**

La Loi n° 171-XIII sur le secret commercial de la République de Moldova, datée du 6 juillet 1994, établit les fondements juridiques de la protection du secret commercial sur le territoire de la République de Moldova et de la responsabilité des personnes physiques et morales en cas de divulgation. L'objectif de ladite loi est de protéger les secrets commerciaux et de prévenir la concurrence déloyale dans le cadre des activités économiques.

Conformément à l'article premier de la Loi sur le secret commercial, on entend par secret commercial des renseignements qui ne sont pas des secrets d'État, qui appartiennent aux domaines de la production, des technologies, de l'administration, des activités financières et d'autres activités menées par un agent économique, dont la divulgation (communication, fuite) peut s'avérer dommageable pour les intérêts de cet agent économique; et des renseignements qui sont la propriété de l'agent économique, qui sont en sa possession, utilisées par lui ou à sa disposition, dans les limites spécifiées par celui-ci conformément à la législation en vigueur.

Sont réputés être un secret commercial les renseignements qui remplissent les prescriptions ci-après, conformément à l'article 2 de la Loi sur le secret commercial:

- a) ils devraient avoir une valeur réelle ou potentielle pour l'agent commercial;
- b) ils ne devraient pas être notoirement connus ni accessibles aux termes de la législation;
- c) ils devraient avoir une valeur justifiant la mise en œuvre, par l'agent économique, des mesures pertinentes visant à assurer leur non-divulgation, à assurer le maintien d'un système de classification, à établir le règlement interne destiné à garantir leur confidentialité, à coder de manière adéquate les documents et les autres moyens de transmission desdits renseignements et à organiser des activités de secrétariat spécifiques aux secrets commerciaux;
- d) ils ne devraient pas être des secrets d'État, ni protégés par un droit d'auteur ou un brevet;
- e) ils ne devraient pas contenir des informations sur les activités répréhensibles de personnes physiques ou morales, qui pourraient être dommageables aux intérêts de l'État.

De plus, l'article 12 de la Loi sur le secret commercial prévoit les obligations incombant aux personnes physiques et morales qui ont accès à des renseignements constituant un secret commercial, à savoir:

- 1) Les personnes physiques et morales, y compris les représentants officiels des autorités publiques de contrôle ou de surveillance, qui ont accès à des renseignements constituant un secret commercial, ont l'obligation de respecter strictement les prescriptions concernant leur non divulgation, d'empêcher que les renseignements ne soient divulgués à des tiers ou acquis ou utilisés par eux sans le consentement du titulaire et d'une manière contraire aux usages commerciaux honnêtes (rupture de contrat, abus de confiance et incitation au délit, acquisition de renseignements secrets par des tiers qui savaient que ladite acquisition impliquait de telles pratiques ou qui ont fait preuve d'une grave négligence ou qui ignoraient que l'acquisition impliquait de telles pratiques), sous réserve que ces renseignements:
  - a) soient secrets en ce sens que, dans leur globalité ou dans la configuration et l'assemblage exacts de leurs éléments, ils ne sont pas généralement connus de personnes appartenant aux milieux qui s'occupent normalement du genre de renseignements en question ou ne leur sont pas aisément accessibles;
  - b) aient une valeur commerciale parce qu'ils sont secrets; et
  - c) aient fait l'objet, de la part de la personne qui en a licitement le contrôle, de dispositions raisonnables destinées à les garder secrets.
- 2) Lorsque l'approbation de la commercialisation de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture qui comportent des entités chimiques nouvelles est subordonnée à la communication de données non divulguées résultant d'essais ou d'autres données non divulguées, dont l'établissement demande un effort considérable, ces données seront protégées contre l'utilisation commerciale déloyale et contre toute divulgation, sauf si cela est nécessaire pour protéger le public, ou à moins que des mesures ne soient prises pour s'assurer que les données sont protégées contre l'exploitation commerciale déloyale.

Dans le même temps, la commercialisation de produits pharmaceutiques, agricoles et chimiques qui comprennent des entités chimiques nouvelles ne nécessitant pas l'enregistrement de droits de propriété intellectuelle n'est assujettie qu'à l'approbation du Ministère de la santé ou du Ministère de l'agriculture. La législation moldave n'exige pas que soient communiqués des résultats d'essais ou des données non divulgués pour obtenir l'approbation de la commercialisation des produits en question, mais si l'importateur demande la protection de renseignements non divulgués, le Ministère de la santé ou le Ministère de l'agriculture doivent la lui accorder conformément à la législation en vigueur. Afin de pouvoir importer et vendre des produits agrochimiques en Moldova, un importateur doit obtenir une licence d'importation et un certificat de conformité sanitaire. Concernant l'importation de produits pharmaceutiques, la législation moldave exige une licence d'importation. L'Institut national de pharmacologie du Ministère de la santé a publié une brochure d'information à l'attention des producteurs étrangers qui décrit en détail les procédures d'enregistrement.

#### C. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

#### **6. Veuillez indiquer les mesures correctives prévues par votre législation qui permettent de prévenir efficacement les atteintes aux droits de propriété intellectuelle.**

Les mesures correctives qui peuvent être ordonnées par les autorités judiciaires de la République de Moldova dans des cas portant sur des atteintes aux droits de propriété intellectuelle sont les suivantes:

- Conformément à l'article 25 de la Loi n° 588 sur les marques de fabrique ou de commerce et les appellations d'origine, de 1995:
- Dans les affaires de contrefaçon, la personne reconnue coupable sera condamnée à payer une amende et à verser à la partie lésée une compensation financière pour avoir porté atteinte aux droits de celle-ci, y compris pour la perte de profit et les dépenses occasionnées, qui comprennent les honoraires d'avocat appropriés.

Une fois l'affaire réglée, à la demande de la partie lésée, les matières premières et le matériel utilisés pour la fabrication des produits contrefaits seront, sans compensation d'aucune sorte, retirés des circuits commerciaux de manière à éviter toute atteinte aux droits du titulaire.

Dans ce type d'affaires, les mesures correctives exigées devraient être proportionnelles à la gravité de la violation, en tenant compte des intérêts des tierces parties.

Les produits portant une marque de fabrique ou de commerce ou une appellation d'origine contrefaite qui portent atteinte aux droits du titulaire seront, sans compensation d'aucune sorte, retirés des circuits commerciaux de manière à éviter toute atteinte aux droits du titulaire, et les marques de fabrique ou de commerce et les appellations d'origine utilisées illégalement seront ôtées des produits en question, même si cela peut causer la destruction desdits produits.

La partie lésée sera autorisée à demander à ce que la décision judiciaire soit publiée aux frais de la partie jugée coupable de manière à restaurer sa réputation commerciale.

- Conformément à l'article 34 de la Loi n° 461/1995 sur les brevets d'inventions, toute personne qui usurpe la capacité d'inventeur, qui obtient par contrainte la capacité de co-inventeur ou qui divulgue l'objet d'une invention avant le dépôt d'une demande sans le consentement de l'inventeur sera réputée avoir porté atteinte aux droits du détenteur et sera passible d'une peine d'emprisonnement ou d'une amende conformément à la législation en vigueur.
- Conformément à l'article 35 de la Loi n° 461/1995 sur les brevets d'inventions, toute personne qui commet une violation sera contrainte à payer des dommages-intérêts à titre de réparation des préjudices causés, y compris pour la perte de profit et les dépenses, qui peuvent comprendre les honoraires d'avocat appropriés.

Les produits portant atteinte aux droits du titulaire seront, sans compensation d'aucune sorte, retirés des circuits commerciaux de manière à éviter toute nouvelle violation, ou détruits.

- Conformément à l'article 37 4) de la Loi sur les droits d'auteur et droits connexes, en cas de violation, les mesures ordinaires prises par les autorités judiciaires comprennent la confiscation d'une œuvre, des copies d'une œuvre ou d'un phonogramme qui portent atteinte aux droits, et de l'équipement utilisé pour la fabrication des copies portant atteinte aux droits, en fonction de la nature de la violation des droits d'auteur et droits connexes.
- Conformément à l'article 38 1), 2), 3) de la Loi sur les droits d'auteur et droits connexes, le détenteur de droits exclusifs, qu'il s'agisse de droits d'auteur ou de droits connexes, peut exiger de toute personne qui porte atteinte à ses droits qu'elle reconnaisse ces droits; qu'elle rétablisse la situation qui existait avant l'atteinte faite à ses droits; qu'elle cesse tout acte portant atteinte ou risquant de porter atteinte à ses droits; qu'elle paie des dommages-intérêts, y compris pour perte de profit; qu'elle

verse une indemnité, à titre de dommages-intérêts ou de remise sur gains, d'un montant compris entre 10 et 20 000 fois le salaire minimum.

Toute personne qui, par profit, porte délibérément atteinte à des droits d'auteur ou des droits connexes sera passible de sanctions civiles, administratives et pénales telles que prévues par la loi.

#### Code des infractions mineures de la République de Moldova

##### Article 51/2. Infraction au droit d'auteur sur des œuvres résultant d'une activité intellectuelle

L'utilisation de produits résultant d'une activité intellectuelle, y compris ceux résultant d'une activité intellectuelle d'auteurs étrangers, sans avoir signé de contrat avec l'auteur ou ses ayant droits, la non-conformité avec les conditions d'utilisation d'œuvres résultant d'une activité intellectuelle, y compris d'œuvres littéraires, artistiques ou scientifiques, toute autre utilisation illégale de ces œuvres entraîneront l'application d'une amende allant jusqu'à 15 fois le salaire minimum en ce qui concerne les citoyens et d'une amende allant jusqu'à 25 fois le salaire minimum en ce qui concerne les hauts fonctionnaires.

La destruction par négligence d'une œuvre originale dans les domaines des arts plastiques, de la sculpture ou de la littérature, ou de la version finale d'une œuvre audiovisuelle originale entraînera l'application d'une amende allant jusqu'à dix fois le salaire minimum en ce qui concerne les citoyens et d'une amende allant jusqu'à 30 fois le salaire minimum en ce qui concerne les hauts fonctionnaires.

La suppression de la notice de protection du droit d'auteur au moment de la publication, de la republication ou de la copie d'une œuvre entraînera l'application d'une amende allant jusqu'à dix fois le salaire minimum en ce qui concerne les citoyens et d'une amende allant jusqu'à 30 fois le salaire minimum en ce qui concerne les hauts fonctionnaires, ainsi que la confiscation de la totalité des copies imprimées.

##### Article 51/3. Infraction au droit exclusif d'un titulaire de brevet

La fabrication, l'utilisation, l'importation, l'exportation, l'offre à la vente, la vente ou toute autre forme de mise sur le marché ou de détention à cette fin, d'objets de droits de propriété industrielle protégés par un brevet, ou d'un produit obtenu au moyen d'une invention ou lorsque l'objet d'un brevet est un procédé, l'incitation de tiers à utiliser le procédé ou le produit obtenu au moyen de ce procédé sans le consentement du titulaire du brevet, entraîneront l'application d'une amende allant de dix à 75 fois le salaire minimum et la confiscation du produit obtenu illicitement.

##### Article 152/2. Produits contrefaits et utilisation illégale d'appellations commerciales étrangères

La contrefaçon de produits et l'utilisation illégale d'appellations commerciales étrangères entraîneront l'application d'une amende allant de 15 à 25 fois le salaire minimum, avec ou sans la confiscation des produits contrefaits.

##### Article 152/3. Commercialisation de produits assujettis à une certification obligatoire, non certifiés ou sans marque de conformité

La commercialisation de produits assujettis à une certification obligatoire, non certifiés par l'autorité compétente ou ne portant pas la marque de conformité attestant que les produits remplissent les prescriptions spécifiées entraînera l'application d'une amende allant de cinq à 25 fois le salaire minimum.

La commercialisation de médicaments et d'articles médicaux assujettis à une certification obligatoire et non certifiés par l'autorité compétente, entraînera l'application d'une amende allant de cinq à 25 fois le salaire minimum.

#### Code pénal de la République de Moldova

##### Article 141. Infraction aux droits des inventeurs

L'usurpation de la capacité d'inventeur, l'obtention par contrainte de la capacité de co-inventeur ou la divulgation de l'objet d'une invention avant le dépôt d'une demande sans le consentement de l'inventeur seront sanctionnées par une peine d'emprisonnement de deux ans au maximum ou par une amende allant jusqu'à 60 fois le salaire minimum.

##### Article 141/1. Infraction aux droits d'auteur

Toute utilisation d'œuvres littéraires, artistiques ou scientifiques, y compris celles d'auteurs étrangers, sans avoir signé de contrat avec les auteurs ou leurs ayant droits, le non-respect de la législation et des dispositions contractuelles lors de l'utilisation de ces œuvres, l'appropriation de la paternité d'une œuvre étrangère, toute autre utilisation illégale de ces œuvres, ainsi que l'obtention par contrainte de la capacité de coauteur, lorsque ces actes ont été commis après l'application d'une sanction administrative ou lorsqu'un dommage extrêmement grave a été causé, ainsi que la destruction délibérée d'une œuvre originale dans les domaines des arts plastiques, de la sculpture ou de la littérature, ou de la version finale d'une œuvre audiovisuelle originale seront sanctionnés par une amende allant jusqu'à 60 fois le salaire minimum.

##### Article 141/2. Infraction aux droits du titulaire d'un brevet portant sur des objets de propriété industrielle

La fabrication, l'importation, l'exportation, la détention, l'offre à la vente ou la vente de certaines marchandises sous de faux brevets d'invention ou de fausses déclarations concernant leurs origines et caractéristiques, ou la fausse indication du nom du producteur ou du vendeur dans le but de tromper d'autres vendeurs ou bénéficiaires, seront sanctionnées par une peine d'emprisonnement de deux ans au maximum, par une amende allant jusqu'à 60 fois le salaire minimum ou par la confiscation du produit portant les fausses indications.

Remarque: La désignation d'un produit notoirement connu qui n'indique que son caractère commercial spécifique, à moins qu'elle ne soit accompagnée d'une déclaration susceptible d'induire en erreur le public quant à l'origine du produit, ne sera pas considérée comme une fausse indication concernant l'origine du produit.

##### Article 158. Produits contrefaits et utilisation illégale d'appellations commerciales étrangères

La contrefaçon de produits et l'utilisation illégale d'appellations commerciales étrangères, lorsque ces actes ont été commis après l'application d'une sanction administrative à l'encontre d'infractions similaires ou s'ils ont été commis à grande échelle, seront sanctionnées par une amende allant de 500 à 1 000 fois le salaire minimum et par la confiscation des produits contrefaits.

La fabrication, la commercialisation, le transport et la détention à des fins de commercialisation de boissons alcoolisées contrefaites, lorsque ces actes ont été commis après l'application d'une sanction administrative à l'encontre d'infractions similaires ou s'ils ont été commis à grande échelle, seront sanctionnés par une peine d'emprisonnement de trois ans au maximum ou par une amende allant de 150 à 500 fois le salaire minimum, et par la confiscation des produits qui



constituent l'objet de l'infraction. Les mêmes actes, s'ils ont été commis de manière répétée ou à grande échelle, seront sanctionnés par une peine d'emprisonnement de trois à sept ans ou par une amende allant de 500 à 2 000 fois le salaire minimum, et par la confiscation des produits qui constituent l'objet de l'infraction.

Les mêmes actes, s'ils ont été commis à très grande échelle, seront sanctionnés par une peine d'emprisonnement de sept à 12 ans ou par une amende allant de 2 000 à 3 000 fois le salaire minimum, et par la confiscation des produits qui constituent l'objet de l'infraction.

#### Code de procédure civile de la République de Moldova

(du 26 décembre 1964)

#### Chapitre XIII

#### Mesures d'exécution

#### Article 135. Fondements des mesures d'exécution

Le tribunal ou le procureur, sur demande des parties à la procédure, prennent des mesures visant à garantir la bonne exécution. Les mesures d'exécution seront admises à toutes les étapes de la procédure, s'il s'avère qu'en l'absence de telles mesures, l'exécution de la décision judiciaire s'en trouverait compliquée ou empêchée.

(Article 135 de la version de la Loi n° 942-XIII du 18 juillet 1996)

#### Article 136. Mesures d'exécution

Afin de garantir la bonne exécution, le tribunal ou le procureur peut:

- 1) ordonner la saisie de biens ou de montants appartenant au défendeur et étant en sa possession ou en la possession de tiers;
- 2) interdire au défendeur de commettre certains actes;
- 3) interdire à des tiers de transmettre certains biens ou de remplir d'autres obligations en sa faveur;
- 4) suspendre la vente des biens saisis, si une demande d'annulation de la saisie des biens a été déposée;
- 5) suspendre la procédure sur la base d'un document exécutoire contesté par le débiteur au moyen d'une action en justice, si ce type d'appel est prévu par la législation.

(Selon la version de la Loi n° 942-XIII du 18 juillet 1996)

Le tribunal ou le procureur peut admettre plusieurs formes de mesures d'exécution, sous réserve que leur montant total n'excède pas la valeur visée par la procédure.

En cas de violation des interdictions mentionnées aux paragraphes 2) et 3) du présent article, les personnes inculpées seront passibles d'une amende allant de dix à 25 fois le salaire minimum appliquée sur la base de la décision judiciaire. De plus, le plaignant aura le droit d'exiger de ces personnes qu'elles compensent les dommages causés en raison de la non exécution de ladite décision judiciaire concernant les mesures d'exécution.

(Selon la version de la Loi n° 942-XIII du 18 juillet 1996)

(Selon la version du Décret du 20 février 1985)

Article 137. Remplacement d'une forme de mesure d'exécution par une autre

Le remplacement d'une forme de mesure d'exécution par une autre sera admis.

La question du remplacement d'une forme de mesure d'exécution par une autre sera décidée par le procureur ou par le tribunal en cours de séance. Les parties à la procédure seront informées de la date et du lieu de la séance. L'absence d'une partie à la séance n'empêchera pas l'examen de la question concernant le remplacement de la mesure d'exécution.

Dans le cas d'une mesure d'exécution exigeant le paiement d'un certain montant, le défendeur aura le droit de déposer auprès du tribunal le montant concerné en lieu et place de mesures d'exécution.

Article 138. Examen de la demande de mesures d'exécution

La demande de mesures d'exécution sera examinée par le procureur ou par le tribunal, qui examinera les motifs de la demande le jour même, sans en notifier le défendeur ou les autres parties à la procédure.

Article 139. Exécution de la décision concernant les mesures d'exécution

La décision concernant les mesures d'exécution sera exécutée immédiatement, conformément aux dispositions sur l'exécution des décisions judiciaires.

Article 140. Annulation des mesures d'exécution

Une mesure d'exécution peut être annulée par le tribunal qui l'a instaurée.

La question de l'annulation de la mesure d'exécution sera décidée en séance.

Les parties à la procédure seront informées de la date et du lieu de la séance. L'absence d'une partie à la séance n'empêchera pas l'examen de la question concernant l'annulation de la mesure d'exécution.

Lorsque l'action en justice est rejetée, les mesures d'exécution seront maintenues jusqu'à ce que la décision soit définitive. À l'annonce de la décision ou après qu'elle a été annoncée, le tribunal peut adopter une décision d'annulation de la mesure d'exécution.

La mesure d'exécution peut être annulée sur demande du défendeur si le tribunal, dans les affaires concernant la protection de droits de propriété intellectuelle, n'a pas pris de décision définitive dans un délai de 31 jours à compter de la date à laquelle ladite mesure d'exécution a été prise.

(Article 140 complété par la Loi n° 1079-XIV du 23 juin 2000)

Article 141. Appels de décisions concernant des mesures d'exécution

Toute décision concernant une mesure d'exécution peut faire l'objet d'un appel.

(Selon la version de la Loi n° 942-XIII du 18 juillet 1996)

Si la décision concernant une mesure d'exécution a été prise sans que la personne qui fait appel de ladite décision n'en ait été informée, le délai prévu pour interjeter appel sera calculé à partir de la date à laquelle cette personne a pris connaissance de la décision.

Un appel interjeté à l'encontre d'une décision concernant une mesure d'exécution ne permettra pas l'ajournement de l'exécution de ladite décision.

Un appel interjeté à l'encontre d'une décision d'annulation d'une mesure d'exécution ou de remplacement d'une forme de mesure d'exécution par une autre entraînera l'ajournement de l'exécution de ladite décision.

(Selon la version de la Loi n° 942-XIII du 18 juillet 1996)

Article 142. Réparation des dommages causés au défendeur du fait des mesures d'exécution

Lorsqu'il admet une mesure d'exécution, le tribunal ou le procureur peut demander au plaignant de déposer une garantie pour les dommages éventuels qui pourraient être causés au défendeur. Lorsque la décision en vertu de laquelle l'action en justice est rejetée est définitive, le défendeur aura le droit de demander au plaignant une réparation des dommages causés par les mesures d'exécution admises sur demande de ce dernier.

**7. Veuillez décrire toute initiative nouvelle prévue pour améliorer le respect des droits de propriété intellectuelle dans votre pays, notamment au plan pénal.**

La République de Moldova fait tout son possible pour faire respecter les droits des titulaires de droits de propriété intellectuelle. Toutes les lois en vigueur relatives à la protection des objets de propriété intellectuelle comportent des articles qui indiquent les sanctions en cas d'atteinte aux droits des titulaires de droits de propriété intellectuelle. Le Code pénal actuellement en vigueur contient des dispositions relatives à la violation des droits des inventeurs (article 141), à la violation du droit d'auteur (article 141 1)) et à la violation du droit du titulaire d'un titre de protection des objets de propriété intellectuelle (article 142 2)). Des poursuites ont été engagées contre les contrevenants en application des Codes pénal, civil et administratif.

En outre, le Parlement de la République de Moldova examine actuellement des modifications du Code pénal qui prévoient des sanctions sensiblement plus lourdes en cas d'atteinte à des droits de propriété intellectuelle. Le nouveau projet de Code civil de la République de Moldova a été examiné par le Parlement en deuxième lecture et le nouveau projet de Code pénal l'a été en première lecture. Le projet de loi portant modification de la Loi sur le droit d'auteur et les droits connexes, n° 293-XIII du 23 novembre 1994, qui est parfaitement harmonisé avec les dispositions de l'Accord sur les ADPIC et des Traités Internet de l'OMPI, est soumis à l'examen du Parlement de la République de Moldova.

Un certain nombre de mesures ont été adoptées afin d'assurer la protection des droits de propriété intellectuelle à la frontière. Conformément au chapitre XII du Code des douanes, dans les cas où il soupçonne que des marchandises sur le point de franchir la frontière porteront atteinte à ses droits, le détenteur de droits est habilité à demander l'aide des autorités douanières en présentant une demande par écrit. Le Service national SECI/RILO a été mis en place au sein du Département des

douanes de la République de Moldova sur la base de la Décision gouvernementale n° 815 du 13 août 2001, afin d'assurer la protection à la frontière des droits de propriété intellectuelle et de respecter les dispositions pertinentes de l'Accord sur les ADPIC. Pour l'heure, 75 objets de propriété intellectuelle bénéficient de la protection des douanes aux frontières de la République de Moldova.

Le système de protection juridique des droits des titulaires de droits de propriété intellectuelle est actuellement renforcé dans notre pays. La pratique judiciaire montre que les mécanismes d'examen des litiges relatifs aux brevets et des appels déposés par les requérants, les titulaires de brevets et les tierces parties sont en voie d'être mis en place et la législation en vigueur satisfait souvent aux demandes de titulaires de titres de protection dans les cas de désaccords et lorsqu'il s'agit de garanties. À l'heure actuelle, la République de Moldova dispose d'une législation complète et efficace, qui prévoit les règles et procédures nécessaires pour assurer une protection appropriée des droits de propriété intellectuelle.

---